

REAGAN, C'EST LA GUERRE !

Le discours télévisé de Reagan justifiant l'invasion de Grenade a été celui d'un chef d'Etat en guerre. *"Partout dans le monde, nos intérêts sont en jeu"*, dit-il. Appel à l'union nationale et internationale contre le "péril communiste", qualifié de terroriste pour mieux cacher le terrorisme permanent des troupes coloniales US ou de leurs substituts.

Mais que veut donc conquérir Reagan ? L'invasion de Grenade, l'intervention au Liban le montrent. Les USA veulent regagner leur hégémonie, leur rôle de gendarme international, mis à mal depuis leur échec au Vietnam. Il n'est pas sûr qu'ils y parviennent. La résistance des peuples dépendants s'avère plus vive et peut coûter bien des vies de "Marines". La crise économique, tragique pour le Tiers Monde, avive la révolte, en Amérique latine notamment. Aux USA-mêmes, les réticences à l'intervention tous azimuts du géant impérial ne sont pas tombées et les puissances impérialistes occidentales ne sont pas prêtes à suivre tous les coups de la politique de la canonnnière.

Ces dernières années — surtout depuis l'intervention de l'URSS en Afghanistan — Carter puis Reagan ont essayé de surmonter ces réticences en peignant, systématiquement, le diable sur la muraille. Pas une occasion manquée, pas une affaire qui n'ait été exploitée, grossie par les médias, pour endoctriner le monde "libre" sur le péril imminent du communisme et ses menaces de guerre.

Les faits sont là. Reagan est en guerre, ouverte, permanente, contre les peuples aspirant à leur libération, contre les millions d'Européens qui refusent les missiles nucléaires.

Il faut en tirer toutes les conclusions. Le chancelier allemand Kohl s'est plaint que l'invasion de Grenade rendra "encore plus difficile" l'acceptation des Cruise et Pershing. Urs Gasche, dans la *Basler Zeitung* (28 octobre 1983) conclut avec raison : *"La confrontation peut conduire jusqu'au tir nucléaire préventif tant annoncé, jusqu'à la guerre atomique limitée prévue en Europe"*.

Après l'invasion de l'Afghanistan, tout le monde "démocratique" a réagi avec vigueur. Il fallait immédiatement "dire son fait" aux Soviétiques, boycotter les Jeux Olympiques. Où sont aujourd'hui ces chantres de la liberté ? Qui parle de "mettre le holà à Reagan, de boycotter les USA ? On critique, on déplore (quand on ne justifie pas), mais de là à agir... Le Conseil fédéral, cynique et pleutre, garde un silence consternant sous prétexte de neutralité.

C'est pourtant une insulte aux droits des peuples, à leur droit à la liberté — et même au droit international si souvent invoqué — que l'affirmation répétée de Reagan qualifiant l'Amérique centrale de "chasse gardée", de "zone d'intérêt vital" des Etats-Unis. L'intérêt vital des peuples opprimés et des travailleurs, c'est de mettre fin à cette course à la guerre, d'assurer la libération des peuples centro-américains, de désarmer l'OTAN et ses nouvelles implantations de missiles.

A Reagan-la-guerre, il faut opposer un large mouvement de solidarité, pour le désarmement et le droit des peuples à l'autodétermination. Maintenant ! Demain pourrait être trop tard.

La Brèche

la brèche

organe bimensuel du

Parti Socialiste Ouvrier (PSO)
section suisse de la IV^e Internationale

APRÈS GRENADE,

LE NICARAGUA ET CUBA?



LES SS-20,
LES
PERSHING II
ET LA
LUTTE POUR
LA PAIX

Solidarité avec l'Amérique centrale

1. Soutien à la coopérative de Yale et à la zone contrôlée de Guazapa

Les Comités Nicaragua / El Salvador de Suisse lancent cet automne deux campagnes de soutien financier en Amérique centrale. La première concerne la coopérative agricole de Yale (Nicaragua); la seconde la zone contrôlée de Guazapa (El Salvador). Chaque campagne se donne pour objectif de récolter 75 000 francs suisses (dons pour Yale : CCP 80 - 60518, Comité de solidarité avec le Nicaragua, Zurich; dons pour Guazapa : CCP 12 - 16154, Fonds de solidarité El Salvador, Genève).

Pour appuyer le lancement de ces campagnes, les Comités Nicaragua / El Salvador de Genève et Lausanne organisent deux soirées de solidarité :

Lausanne, samedi 12 novembre, dès 18h.30, Centre de loisirs de la Bourdonnette.

18h.30 : audiovisuel et discussion sur les Comités de défense sandinistes (CDS) du Nicaragua avec deux représentants des CDS. 20h. : *Yolocamba I-Ta*, groupe de musique du Salvador. de 23h. à 04h. : bal avec musique latino-américaine. Stands, boissons, repas typiques.

Genève, samedi 19 novembre, dès 18h., Salle d'Aire, Ecole d'Aire, 11, chemin du Grand-Champ (Lignon) : soirée de solidarité avec l'Amérique centrale. Groupe salvadorien *Yolocamba I-Ta*, film, bal. Organisation : Association de solidarité avec le Nicaragua et El Salvador.

2. Soutien aux travailleurs et aux syndicats salvadoriens

Une représentante de la Fédération syndicale révolutionnaire (FSR) se trouve actuellement en Suisse pour y obtenir le maximum de solidarité avec la lutte des travailleurs et des syndicats salvadoriens. On lira l'entretien qu'elle a accordé à *La Brèche* en page 10. Premier résultat de cette visite, le télex envoyé par l'Union syndicale suisse (USS) au gouvernement salvadorien :

"L'Union syndicale suisse proteste contre l'enlèvement et l'assassinat de plusieurs dirigeants syndicaux au Salvador. Elle demande au gouvernement d'assurer la liberté d'action des syndicats et de lever tous les décrets permettant l'interdiction des organisations syndicales et la militarisation des entreprises. L'Union syndicale suisse soutient les revendications avancées à ce propos par les syndicats salvadoriens. Elle souhaite en outre que le congrès de la Fédération syndicale révolutionnaire, prévu pour janvier 1984, se déroule en toute liberté. Union syndicale suisse, 26 octobre 1983"

Genève :

Immigrés : la droite en zone étrangère

Belle leçon de liberté d'expression, vendredi 7 octobre, à Genève, autour de la table ronde organisée par le Centre de contact Suisses-immigrés et par le Comité contre le racisme et la xénophobie, sur le thème : *quelle politique pour les immigrés ?*

Avant même que ne commence ce qui devait être une réunion publique et en dépit de l'accord des organisateurs de la soirée, les quatre représentants des partis bourgeois et de l'Action nationale (AN) refusaient que le débat ne soit diffusé le dimanche suivant sur *Radio Zones*, une radio libre de la France voisine, prétextant le caractère étranger de l'émetteur.

Attitude regrettable, d'autant plus scandaleuse que cette radio est la seule de la région, tant en France qu'en Suisse, à s'intéresser au problème des immigrés et des étrangers, en leur consacrant chaque dimanche soir six heures de programme.

Que craignent donc les partis bourgeois et l'Action nationale à s'exprimer sur un sujet aussi brûlant ? Auraient-ils deux langages, l'un pour les meetings, et l'autre pour la radio ? Joueraient-ils sur l'absentéisme politique et le manque de participation des électeurs aux réunions publiques pour rompre quelques lances sur le dos des immigrés, quitte à jurer par la suite qu'on a trahi leur pensée, faute d'archives fiables pour les confondre ?

Que craignent-ils donc ? En tout cas pas le ridicule, au vu du débat triste de cette soirée. Jugez plutôt : Mme Meissner (AN) : "Les Zairois qui viennent chez nous arrivent en avion, preuve qu'ils ont de l'argent. Ce sont donc des réfugiés économiques". Gilbert Couteau (Libéral) : "Il n'y a pas seulement des travailleurs étrangers dans les quartiers populaires, mais aussi à Champel et à Cologny !" (lesquels, s'il vous plaît et avec quels revenus ?). C'est de ce pain (noir)-là qu'on a dégusté, chiffres à l'appui, comme si nos édiles bourgeois ne pouvaient considérer les saisonniers et les réfugiés qu'en termes de besoin et de contingentement.

Pour ajouter au caractère démocratique de leurs prises de position, les quatre participants de la droite sur les huit représentants de partis présents au débat, ont encore refusé de parler au journaliste de *Radio Zones* en fin de soirée, l'empêchant ainsi d'accomplir sa tâche d'information.

Quand on parle à droite de manipulation, il fleurit vite comme un parfum de Dreux ou de Sarcelles, mais à Genève on entend mal les bruits de bottes derrière les baskets.

Radio Zones (101,4 Mhz)
Jean Pélichon (le 10 octobre 1983)



photo Sergio Medina

Manifestations contre l'intervention US à Grenade

Zurich : à l'initiative du Comité Nicaragua - El Salvador et du PSO, plus de 600 manifestants ont défilé en protestation contre l'intervention américaine. Cette manifestation n'était pas autorisée, mais elle a pu, grâce à la détermination et au sang-froid des manifestants, parcourir toute la ville et arriver jusqu'aux portes du Consulat américain, bien évidemment protégé par des rangées de flics. Le succès de la manifestation est ainsi aussi une victoire contre l'interdiction de manifester qui existe de fait à Zurich depuis une année.

Bâle : la manifestation a réuni 600 personnes. Appelée à l'initiative du PSO, elle fut soutenue par 24 organisations; compte tenu du très court temps de préparation c'est un succès réel.

Saint-Gall : une réunion pour la paix, rassemblant 1 000 personnes le samedi 29 octobre a voté une résolution dans laquelle l'intervention US à Grenade a été sévèrement condamnée.

Genève : un rassemblement de protestation, réunissant environ 150 personnes s'est tenu le jeudi 27 octobre à la Place du Molard. Une dizaine d'organisations - pour l'essentiel, des groupes de solidarité avec l'Amérique centrale et latine, avec le Parti du travail, le PSO et les JSR - avaient appelé à ce rassemblement.

Lausanne : près de 200 personnes ont manifesté le samedi 29 octobre contre l'intervention américaine. La manifestation, initiée par le Comité Nicaragua / El Salvador et le PSO, avait été appelée par une dizaine d'organisations, dont tous les partis de gauche et deux syndicats (FOBB et SSP Vaud-Etat). A l'occasion de cette manifestation, la Cathédrale de Lausanne retrouva un genre de décoration qu'elle avait perdu depuis l'intervention américaine au Vietnam (photo).

Assemblée d'information sur le thème "Restriction du droit d'asile, une menace pour les opprimés de la planète", avec la participation de Georges Haldas, Yvette Z'graggen, Marie-Claire Caloz-Tschopp, Françoise Pitteloud, Ursula Schlung et Reinhard Marx (avocats allemands), jeudi 17 novembre, 20h. 15 au CPO (Croix d'Ouchy) à Lausanne, organisée par le Comité vaudois pour la défense du droit d'asile.

Genève :

Ecoliers pour la paix

A Genève, un groupe inter-écoles pour la paix, désireux de sensibiliser et de mobiliser les jeunes des différentes écoles genevoises sur les problèmes de la paix et du surarmement a lancé mi-octobre une pétition. Elle demande l'arrêt du soutien financier apporté par les autorités au musée militaire et le financement, avec l'argent ainsi économisé, d'un Centre d'action pour la paix.

En l'espace de quelque quinze jours, cette pétition a recueilli environ 800 signatures dans les écoles genevoises. Ça va encore faire bien de la peine au major Troyon...

Lausanne :

Appel du Collectif des jeunes pour la paix

Dans un appel adressé à l'ambassade des Etats-Unis, à l'ambassade d'Union soviétique et au gouvernement suisse, le Collectif des jeunes pour la paix, refusant la course aux armements, se prononce contre le stationnement des missiles Cruise et Pershing, pour une Europe dénucléarisée et pour que le peuple suisse se prononce sur les dépenses militaires.

Cet appel a, en quelques jours, recueilli un millier de signatures, devant les écoles, les lycées, les centres d'apprentissage. Cette campagne pour le désarmement s'est accompagnée de la projection du film de Peter Watkins "La Bombe".

Elections nationales :

LES RÉSULTATS DU PSO

Nos délais de rédaction ne nous permettant pas de donner à nos lecteurs les résultats complets du PSO dans la dernière *Brèche*, nous les publions ci-dessous :

PSO	o/o en 1975	o/o en 1979	o/o en 1983
Zoug	1,8	2,2	2,6
Ville de Zoug			2,9
Baar			4,1
Vaud	1,6	1,3	2,1
Ville d'Yverdon			3,8
Ville de Lausanne			2,7
Bellevaux (quartier ouvrier)			7,0
Genève	1,0	1,4	1,8
Fribourg	0,3	-	1,7
Ville de Fribourg			3,3
Quartier de L'Auge			9,0
Neuchâtel	1,2	1,2	1,7
La Chaux-de-Fonds			2,2
Schaffhouse	-	0,9	1,3
Argovie	0,5	0,9	1,2
Baden			2,8
Wettingen			2,1
Zofingen			2,2
Bâle-Ville	0,3	0,8	1,0
Alter Zoll (quartier ouvrier)			3,6
Bläsi (quartier ouvrier)			2,7
Soleure	0,6	-	0,9
Olten			1,5
Soleure			1,8
Tessin	-	-	0,9
Chiasso			2,2
Berne	0,2	0,3	0,4
Bienne			2,2
Zurich	0,2	0,3	0,4
Ville de Zurich			0,6
Schlieren			0,9

Le nombre total des listes PSO devrait être d'environ 11 000, le nombre de ceux qui ont donné au moins un suffrage de liste au PSO d'environ 15 000.

Genève : Flics contre pacifistes

Samedi 29 octobre 1983 une centaine de manifestants pacifistes ont cherché à défilé en ville pour informer du danger d'holocauste nucléaire produit par les nouveaux missiles Pershing II et Cruise américains, comme du reste par les SS-20 soviétiques.

Trois camionnettes, toutes sirènes dehors, dépassent le petit cortège qui s'engage sur le Pont du Mont-Blanc. Trente policiers lourdement équipés en sortent pour bloquer son passage.

Une semaine ne s'est pas encore écoulée depuis les dernières élections nationales où la droite s'est renforcée et l'on porte déjà atteinte à ce droit élémentaire qu'est la liberté de manifester.

Le PSO (Parti socialiste ouvrier) apporte son soutien à toutes les manifestations pacifistes.

Le PSO est solidaire des pacifistes indépendants des pays de l'Est et il reprend leur mot d'ordre : pas de paix sans liberté d'expression !

PSO, Genève

SOMMAIRE

EDITORIAL

Reagan, c'est la guerre ! 1

POLITIQUE

Répartition de la fortune : 10 o/o possèdent la Suisse ! 3

L'inégalité des revenus 3

SOCIAL

Métallurgie genevoise : 4

ceux de la Verntissa manifestent 4

Arts graphiques : Face au défi patronal 4

Emploi : "Sauvons la Wagi !" 4

Bienne, pour la compensation 5

du renchérissement : Manifestation 5

de 300 employés communaux 5

Crise et capitalisme 5

DOSSIER

Les SS-20, les Pershing II et la lutte 6-7

pour la paix 6-7

FEMMES

Femmes et armée : "Libérer un soldat 8

pour le front" 8

INTERNATIONAL

Face aux Cruise et aux Pershing II : Une 9

menace soviétique stupide et dangereuse 9

LIBAN, après le double attentat de Beyrouth : 9

demain, la guerre américaine ? 9

Des milliers de grévistes au SALVADOR : 10

une solidarité nécessaire 10

À LIRE

Arrêtez le massacre ! 11

L'ÉVÈNEMENT 12

Reagan-la guerre envahit GRENADE ! 12

abonnez-vous

Abonnements à La Brèche :

6 mois, enveloppe ouverte . . . 22,50

une année, env. ouverte . . . 45.-

une année, env. fermée . . . 55.-

une année, étranger (Europe) . 80.-

abonnement de soutien . . . 100.-

Administration :

La Brèche, case postale 858

1211 Genève 3

CCP 10 - 25 669

Rédaction :

La Brèche, 3, rue Chaucrau

1003 Lausanne

Editeur responsable C.A. Udry

Imprimerie CEDIPS, Lausanne

Si nos activités et notre politique vous intéressent :
prenez contact
Parti Socialiste Ouvrier (PSO) section suisse de la IV^e Internationale

Adresses des sections romandes

Parti socialiste ouvrier (PSO) / La Brèche,

case postale 13, 2500 Bienne 032 / 22 95 47

case postale 829, 2301 La Chaux-de-Fonds

case postale 28, 1700 Fribourg 6

case postale 858, 1211 Genève 3, 022 / 20 68 02

3, rue Chaucrau, 1003 Lausanne, 021 / 23 05 91

case postale 1532, 2002 Neuchâtel

case postale 485, 1400 Yverdon

La répartition des revenus est quelque peu différente de celle de la fortune. Le 10 o/o des plus riches en fortune totalise 27 o/o des revenus, tandis que la moitié des contribuables sans fortune ou presque touchent 26,7 o/o des revenus. C'est qu'on peut vivre sans fortune mais pas sans salaire ! Il est dès lors d'autant plus scandaleux de constater, selon les données de Ernst, qu'en 1978 10 o/o des revenus les plus bas touchaient moins de 12 800 francs par an alors que le 1 o/o des revenus les plus élevés s'accordait en moyenne 299 000 francs de revenu annuel. Sans parler d'une douzaine de super-riches au revenu annuel supérieur au million !

La majorité des salariés, surtout les hommes, voit son revenu augmenter avec les années. Dans le cinquième des revenus les plus bas, la classe d'âge entre 19 et 29 ans est largement surreprésentée. Ces contribuables ont en moyenne 1,2 personne à charge tandis que le cinquième des revenus les plus élevés a 2,9 personnes à charge. Ces légères corrections ne font cependant pas disparaître le fait que des centaines de milliers de rentiers, de femmes seules et d'immigrés doivent "nouer les deux bouts" avec des revenus insuffisants !

L'inégalité des revenus

En 1978, pour les contribuables de plus de 19 ans, 70,2 o/o étaient des salariés, 12,5 o/o des rentiers, 9,9 o/o vivaient des revenus de leur fortune et 7,3 o/o comme indépendants. Mais dans le cinquième des revenus les plus bas, la majorité, soit 60 o/o, étaient des femmes seules alors qu'elles n'étaient que le 4,5 o/o dans le cinquième supérieur !

L'étude de Ernst — comme indiqué ci-contre — ne comptabilise par ailleurs pas les immigrés saisonniers ou annuels. Si ceux-ci étaient pris en compte, ce serait sans doute plus que 30 o/o des contribuables qui, en 1978, auraient eu un revenu de moins de 25 300 francs par an. Ceci suffit à montrer l'exigence sociale élémentaire que représente un salaire minimum légal fixé au niveau national.

La moyenne des salaires s'établissait, en 1978, à 34 800 francs. Urs Ernst, dans *Le Mois* (mensuel de la Société de Banque Suisse, 7/8 1983) établit comment cette moyenne se situe aujourd'hui. Partant d'une augmentation des salaires nominaux de 20 o/o, il arrive à un revenu moyen de 42 000 francs par an. Cela signifierait que les salaires réels ont diminué de près de 5 o/o !

Ces chiffres globaux cachent évidemment d'énormes différences selon les secteurs et les catégories. Dans le secteur public par exemple, en 1978, seuls 5,4 o/o des salaires étaient inférieurs à 20 000 francs, contre 11,8 o/o dans le secteur privé, alors que celui-ci compte proportionnellement plus de salaires supérieurs à 100 000 francs que le secteur public. Dans l'industrie et l'artisanat, l'éventail des salaires est moins grand que dans les services privés, où se côtoient de très bas salaires (hôtellerie, commerce de détail) et des super-revenus chez les cadres de banques et d'assurances. L'étude de Ernst montre d'ailleurs combien les moyennes peuvent être trompeuses. Entre 1974 et 1978 le salaire moyen a augmenté de 7,5 o/o. Mais la croissance a été plus faible dans l'industrie. Dans le secteur des services, 28 o/o des salariés ont même dû accepter des pertes du salaire réel alors qu'un pourcentage équivalent voyait son salaire augmenter de 20 o/o et plus pour la même période !

Jost Steiger



Dans les "safe" des banques, une partie de la fortune des 10 o/o les plus riches dort. A l'abri des regards indiscrets.

Répartition de la fortune :

10 % possèdent la Suisse !

Près du quart des contribuables ne possède pas de fortune imposable. Un autre quart se partage 1,8 o/o de la fortune totale. Mais au sommet de la pyramide, 1 o/o de riches totalisent 30 o/o de la fortune privée, dix-sept fois plus que la moitié inférieure des contribuables. Le 10 o/o des plus riches possède deux tiers de la fortune privée imposable, qui s'élève à 395 milliards de francs. C'est ce que révèle une étude de Urs Ernst sur *La Répartition du bien-être en Suisse* 1.

Commandée par l'Office fédéral aux questions conjoncturelles, l'étude de Urs Ernst est l'une des rares à ne pas cacher la réalité : elle détaille chaque fois la part des 1 o/o et 5 o/o les plus riches. Etablie sur un lot de contribuables suisses et résidents de plus de 19 ans en janvier 1979 2, elle n'inclut pas les saisonniers, étrangers avec permis annuel, frontaliers ou les jeunes de moins de 19 ans. Si on les prenait en compte, le 10 o/o des plus riches posséderait probablement même les trois quarts de la fortune imposable. L'Administration fiscale fédérale vient d'ailleurs de publier des données correspondantes pour 1981 — les premières depuis 1957 ! — qui incluent ces catégories : il en ressort que 3 o/o des contribuables possèdent autant que les 97 o/o restants ! 39 543 millionnaires déclarent 111 milliards de fortune sur les 311 milliards de fortune privée totale (395 milliards selon Ernst) 3.

Encore faut-il s'entendre sur le terme de *fortune privée*. Car le petit carnet d'épargne ne donne pas le même pouvoir économique que les grosses fortunes (actions, placements immobiliers, etc.). Considéré de ce point de vue, on peut affirmer sans exagération : la fortune privée productive en Suisse appartient à une infime minorité de moins de 10 o/o des contribuables, qui du même coup possèdent "la Suisse entière" — exceptés les avoirs importants des pouvoirs publics.

Pas un peuple de démunis...

Cela ne veut pas dire pour autant que la majorité de la population ne possède rien, "rien d'autre que ses chaînes". Il ne s'agit ici que de la fortune productive, celle qui, selon Ernst, rapporte un revenu ou, selon Marx, permet comme capital de s'approprier une part du produit du travail des salariés.

La fortune de consommation n'est pas comprise dans ces données : mobilier, télévision, appareils ménagers, voiture. Ni les réserves mises de côté par les salariés dans les caisses de pension (76 milliards en 1979 selon les données officielles, sans doute plus) ou l'AVS, qui ne représente, elle, pas une fortune en tant que telle mais une énorme épargne pour les vieux jours.

Il faut ajouter qu'on ne devient en général riche qu'avec l'âge (héritages, accumulation de la fortune). Aux 10 o/o des plus riches il faut donc ajouter 20 o/o de contribuables encore sans fortune, qui hériteront demain de la part des premiers.

Ernst offre ici des données intéressantes. Sur 2,8 millions de contribuables recensés, 64,6 o/o sont salariés, 6,8 o/o indépendants, 22,6 o/o rentiers et 6 o/o sous "divers", dont la moitié sont étudiants ou apprentis. En revanche, parmi les 5 o/o des plus riches, seuls 20,5 o/o sont salariés (les cadres et même un petit pourcent de capitalistes "employés" dans leur propre entreprise y sont comptés) tandis que 16,7 o/o sont indépendants, 54,9 o/o rentiers (!) et 7,5 o/o sous "divers". Parmi les contribuables sans fortune ou presque (le 40 o/o inférieur), les salariés forment 77 o/o, les indépendants 2,9 o/o et les rentiers seulement 8,9 o/o, les "divers" 11,2 o/o. Ces chiffres montrent combien la majorité des plus riches est composée de propriétaires âgés.

... mais un peuple de salariés

Comme la majorité des rentiers est composée de salariés à la retraite, les données citées montrent aussi que plus du 80 o/o des contribuables

est composé de salariés. C'est ici qu'intervient la différence entre fortune productive et fortune de consommation. Même avec une auto, un frigo et une télévision, les salariés restent dépendants des propriétaires des moyens de production. Car ceux-ci peuvent du jour au lendemain, décider de leur emploi et de leur salaire.

Jost Steiger

1. Urs Ernst, *La Répartition du bien-être en Suisse. Etat et développement des revenus et de la fortune personnels* (en allemand), Rüegger Verlag, 1983.

2. Alors qu'en Suisse le bétail est comptabilisé jusqu'à la dernière poule chaque année, il n'existe pas de statistique nationale fiable des revenus et de la fortune ! L'étude de Ernst se base sur un lot de 1 500 déclarations fiscales, transposées sur 2,8 millions de contribuables.

3. Cette différence tient entre autres au fait que Ernst ne part pas seulement, à juste titre, de la valeur de rendement officielle des biens immobiliers mais d'une estimation plus élevée de ceux-ci.

Bührle : pas encore à l'assistance !

Le trust Bührle est dans le peloton de tête des entreprises qui font supporter les coûts de la crise aux travailleurs, en les licenciant, en introduisant le chômage partiel, en refusant la compensation du renchérissement. Le résultat de cette lutte des classes à sens unique ? Réjouissant, pour Bührle, s'entend. En 1976-1977, ce cher Dieter déclarait au fisc zurichois un revenu de 6,2 millions de francs et une fortune de 270 millions. Mais en 1982, ce brave homme déclarait palper un revenu de 7,8 millions et une fortune de 575 millions (Blick du 9 septembre 1983)...

A quoi ça sert, les "restructurations" ? A augmenter un peu le revenu de Dieter Bührle et à doubler sa fortune pendant la crise, pardi !

Métallurgie genevoise :

Ceux de Verntissa manifestent

Suite aux 150 licenciements annoncés en juillet, on se souvient que les travailleurs de Verntissa avaient enfin refusé le plan social, après deux mois de laborieuses négociations. Ils ont donc décidé de faire appel au Tribunal arbitral, mais cette fois-ci en passant à l'action. Cela leur a valu, on va le voir, de se heurter à la direction de la FTMH (Fédération des travailleurs de la métallurgie et de l'horlogerie).

En refusant le plan social, les travailleurs savaient qu'il faudrait se battre pour obtenir mieux. C'est ainsi que samedi 22 octobre au matin, une soixantaine de syndiqués se rassemblent dans les locaux de la FTMH et décident de proposer aux travailleurs l'organisation d'une manifestation, qui pourrait être soutenue par le syndicat et mobiliser l'ensemble de la métallurgie. L'idée d'une manifestation a donc été lancée par la commission syndicale d'entreprise !

Lundi 24, à 13 heures, la boîte débraye pour tenir une assemblée générale. On se met d'accord par un vote pour soutenir la proposition de manifestation avancée par la commission syndicale. La balle est dans le camp de la FTMH pour organiser la solidarité dans la métallurgie.

Mardi 25, le climat est extrêmement tendu. Les travailleurs débrayent encore à deux reprises. Pendant ce temps, le bureau du Comité des Métaux (direction restreinte de la FTMH-métallurgie) décide de ne pas s'associer à la manifestation des travailleurs de Verntissa. Les mem-

bres de cette instance ont-ils été mal informés ? Certains l'affirment. Cependant, une déclaration ultérieure de Pierre Schmid (secrétaire FTMH) à la Tribune de Genève (31 octobre 1983) ne laisse planer aucun doute sur l'attitude de l'appareil syndical : "Si la FTMH a refusé de s'associer à cette manifestation, de même que la Société suisse des employés de commerce, c'est parce que les syndicats estiment que l'orsque l'on se trouve engagé dans la voie des négociations, on ne recourt pas à la pression sur le terrain" (nous soulignons).

Malgré l'opposition de l'instance dirigeante de la FTMH, la manifestation est maintenue. Jeudi 27 octobre à 15h.30, il ne reste pas un seul ouvrier à Verntissa. Tous sont à la manifestation.

Jeudi matin, le PSO diffuse un tract dans toute la métallurgie, appelant à soutenir la manifestation décidée par les travailleurs de Verntissa et déplorant l'attitude de la direction de la FTMH. Grâce à cela, les autres entreprises sont

informées et des délégations peuvent participer au rassemblement.

Jeudi soir, le Tribunal arbitral rend son jugement. Il donne raison aux travailleurs de Verntissa sur un point important : ils pourront bénéficier de leurs mois de dédit sans travailler dans l'entreprise. La mobilisation de cette dernière semaine n'y est certainement pas pour rien. Cependant, cette petite victoire laisse un goût amer dans la bouche.

N'aurait-il pas été possible de s'op-

poser aux licenciements et d'imposer à Sulzer le maintien de tous les emplois à Genève ? Certains en sont convaincus.

Mais pour cela, il aurait fallu une autre stratégie syndicale, qui priorise la lutte, l'unité et la solidarité à la concertation au sommet et à la division des rangs ouvriers. Un premier bilan de Verntissa est donc urgent pour préparer les prochaines échéances dans la métallurgie genevoise.

correspondant



Les travailleurs de Verntissa devant le Palais de justice.



A la sortie de l'audience, Pierre Schmid (FTMH), soudainement très pressé, fend les rangs des travailleurs de Verntissa.

Arts graphiques :

FACE AU DÉFI PATRONAL

L'arrogance de l'Association suisse des arts graphiques (ASAG, organisation patronale de la branche) semble ne pas connaître de borne : le 4 octobre l'ASAG déclara unilatéralement que les négociations collectives avec le Syndicat du livre et du papier (SLP) étaient terminées ! Cela signifie que l'ASAG entend bien ne rien céder du tout aux revendications, tout en lançant une offensive contre les salaires des clavistes et en jugeant que l'époque de la pleine compensation du renchérissement est révolue. Une assemblée générale de tous les comités de grève du SLP décida d'organiser, le 21 novembre, une votation à la base sur les mesures de lutte.

Bien que cette assemblée des comités de grève se soit déroulée, le 15 octobre, dans les locaux de la FTMH (Fédération des travailleurs de la métallurgie et de l'horlogerie), l'esprit de collaboration sociale qui anime cette fédération n'a pas déteint sur les militants du SLP. L'écrasante majorité des membres du SLP ne croit plus que les patrons pourront être convaincus par la discussion et la négociation. Même ceux qui s'étaient tenus à l'écart de la grève en 1980 conviennent aujourd'hui que face à l'attitude — de classe ! — de l'ASAG, seule

une riposte à la base peut parvenir à quelque chose.

Assez de temps pour mobiliser

Lors de cette assemblée des comités de grève, une longue discussion se développa autour du problème de la mobilisation. Compte tenu du niveau insuffisant de mobilisation — surtout en Suisse alémanique — était-il correct de voter rapidement sur des mesures de lutte ? Une partie des partisans d'une votation à bref délai — en

particulier parmi la direction — semblait souhaiter qu'ainsi la majorité nécessaire des deux tiers des votants ne puisse être atteinte, ce qui permettrait de se débarrasser du problème de la lutte pour le Contrat collectif de travail...

Une majorité claire s'exprima toutefois en faveur d'une tenue rapide de la votation, estimant honnêtement que la mobilisation devait et pouvait être menée.

Cependant il faut mentionner ici le fait que les actions d'explication et de popularisation ces derniers mois — manifestations, actions et badges de protestation, prises de position publiques de la direction — ont soit été écartées, soit été réalisées avec si peu d'allant par la direction syndicale que leurs effets sont maigres.

Il faut gagner la votation à la base

Aujourd'hui, tout doit être mis

en oeuvre pour gagner la votation à la base. C'est la seule chance d'obtenir un Contrat collectif correspondant à l'évolution technique dans les entreprises et sauvegardant la compensation du renchérissement. Un appel, signé par presque tous les présidents de section, demande aux membres de voter oui aux mesures de lutte — c'est-à-dire au boycott des heures supplémentaires, aux assemblées d'entreprise durant les heures de travail à la grève nationale en passant par des grèves de sections. Ces mesures doivent cependant être soutenues par un travail d'explication public, pour prouver que tous les syndiqués prennent au sérieux leur engagement pour une riposte combative au défi patronal.

Même ceux qui, dans certains cercles dirigeants, ont prêché durant des années la nécessité de la collaboration avec le patronat et qui aujourd'hui veulent organiser un front de lutte en cinq minutes.

R. Auf der Maur

Emploi :

"SAUVONS LA WAGI !"

A Schlieren, le Comité "Sauvons la Wagi" (cf. La Brèche no 304 du 24 septembre 1983) a décidé de lancer une initiative communale, invitant les partis de gauche, les syndicats et les organisations de l'immigration à la soutenir.

L'initiative exige du Conseil communal de Schlieren de tout faire pour que les emplois soient sauvés, par le biais de la création d'une entreprise publique, avec la participation financière de la commune de Schlieren, du canton de Zurich et de la Confédération.

Les négociations sur l'avenir de la fabrique de wagons Schindler (la "Wagi") à Schlieren se poursuivent à l'abri des regards et des oreilles indiscrets. Mais il apparaît de plus en plus clairement que pour empêcher les licenciements il faut s'en prendre au pouvoir de décision du trust Schindler. L'Etat doit être forcé à le remettre en cause.

Les menaces de licenciements planent un peu partout. Ici, à la "Wagi" — qui est tout de même la plus grande fermeture d'entreprise depuis des années — nous voulons poser un premier jalon de la résistance aux licenciements. L'inaction ne serait qu'un encouragement de plus pour les patrons.

Lorsque le Conseil communal de Schlieren estime "que le propriétaire d'une chose ou d'une fabrique dispose d'un pouvoir de décision complet à son égard", qu'il aille donc se renseigner auprès des paysans de Rothen-thurm ! Même la Suisse connaît le droit d'expropriation. Il est vrai que la Confédération et les cantons ne s'en servent que pour construire des places d'armes ou des autoroutes...

La fabrique de wagons a jadis obtenu son terrain de la commune de Schlieren à un prix défiant toute concurrence : il s'agissait alors de créer des emplois. Aujourd'hui la "Wagi" liquide les emplois : le terrain doit donc retourner à la commune. Quant au montant de l'indemnisation, il sera d'autant plus bas que sera forte la pression pour l'expropriation. Ceux qui pensent que la commune de Schlieren, le canton, les CFF et d'autres encore, ne pourraient pas supporter la charge de ce transfert n'ont qu'à jeter un oeil sur les dépenses militaires 1983 : 1,392 millions !

Avec l'initiative, nous lançons en même temps une pétition, pour tous ceux qui, bien que concernés ou engagés dans la lutte, n'ont pas le droit de vote.

correspondant

Bienne, pour la compensation du renchérissement :

MANIFESTATION DE 300 EMPLOYÉS COMMUNAUX

Environ 300 employés communaux ont manifesté le 19 octobre devant le Conseil de ville contre une motion des partis bourgeois, qui supprimait la compensation semestrielle du renchérissement. Cette mobilisation, où les membres du PSO jouèrent un rôle important, fut un succès. Quelques conseillers communaux bourgeois n'eurent, du coup, plus tellement envie de discuter de l'affaire; la motion fut donc clairement repoussée. Pour la première fois depuis des dizaines d'années, le SSP (Syndicat suisse des services publics, VPOD) ne s'est plus contenté de taper du poing sur la table pendant les négociations. Une pétition contre la suppression de la compensation du renchérissement rassembla en quelques jours plus de 1 300 signatures. Le 19 octobre a montré qu'une mobilisation active permettait de sauvegarder les acquis.

Pour le reste, la Municipalité, à majorité socialiste, présenta un authentique budget "d'économies". Le Parti socialiste (PS) se félicitait d'avoir ainsi réussi ce que la majorité bourgeoise en ville de Berne n'avait pu faire, à savoir présenter un budget équilibré. Mais à quel prix, cet équilibre ?

Quelques problèmes urgents

Bienne a 800 chômeurs; 400 d'entre eux sont exonérés d'impôts

et vivent de l'assistance publique. L'introduction immédiate des 40 heures dans la commune permettrait la création de 60 emplois, ce qui, dans une ville comme Bienne (3 o/o de la population active au chômage), n'est pas négligeable.

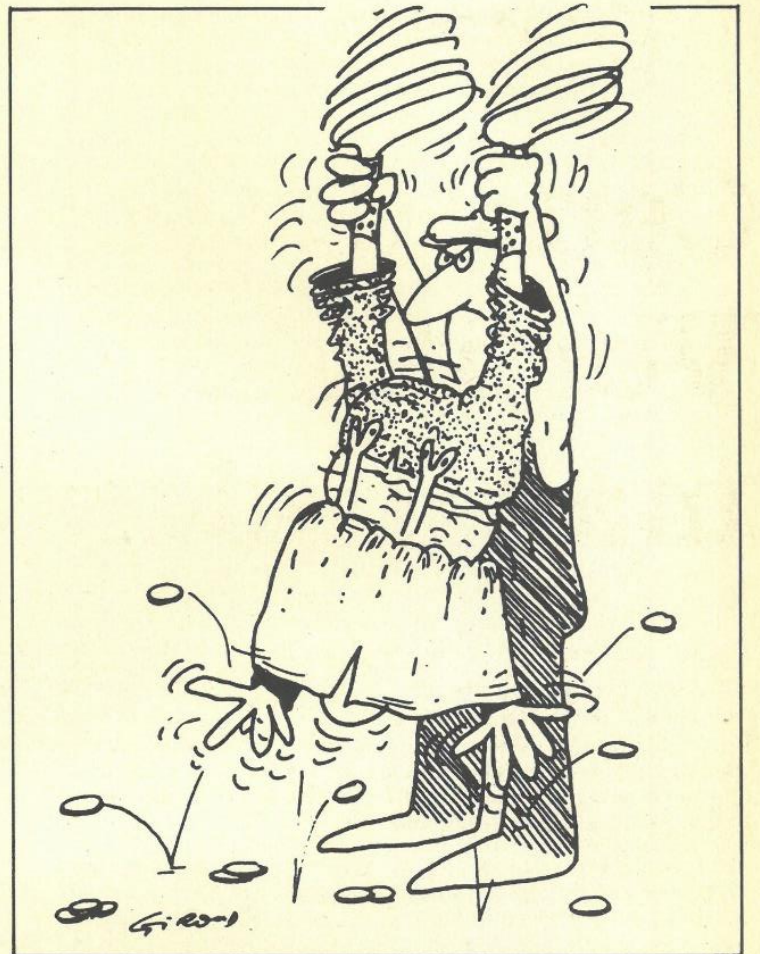
Le 17 octobre, le PSO a déposé une initiative communale pour la création d'un atelier d'apprentissage et de recyclage. Depuis trois ans, le PSO exige la mise en place de cours de recyclage un tant soit peu sérieux. Ces cours ne créent pas,

certaines, d'emplois, mais permettent d'aller contre la déqualification professionnelle et les pertes de salaires qui en découlent. En outre la formation professionnelle s'est aussi dégradée. Les apprentissages dans des professions sans grandes perspectives d'avenir ont énormément crû. De nombreux jeunes, et parmi eux surtout les fils et les filles d'immigrés, ne trouvent même plus de place d'apprentissage. Les célèbres "solutions intermédiaires" sont en vogue, pour le plus grand bien de certaines écoles privées.

Et les réponses municipales

La Municipalité propose non seulement de maintenir un strict blocage du personnel, mais refuse en outre de prendre des mesures sérieuses en matière de recyclage, sans même parler de formation professionnelle. On ne peut s'empêcher de penser qu'elle préfère ainsi que les chômeurs soient à l'assistance, puisqu'elle est financée en grande partie par le canton !

Cette politique "d'économies" signifie aussi la fermeture de classes d'école. Dix-huit classes furent ainsi supprimées lors de cette séance du Conseil de ville ! Seule la représentante du PSO, Sylviane Zulauf, s'est vigoureusement battue contre cette mesure. Le SSP exige, pour sa part, trois enseignants pour deux classes, des cours d'appui pour les élèves ayant des problèmes scolaires (linguistiques, par exemple, puisque aujourd'hui une classe peut être composée à 50 o/o d'enfants d'immigrés), etc. Au nom de l'équilibre du budget toutefois, aucun enseignant nouveau ne sera nommé; au contraire, tous ceux qui étaient provisoirement nommés ont été remerciés. La touche finale, ce fut la proposition de diminuer l'allocation de Noël pour les rentiers AVS/AI nécessaires. Nous sommes évidemment d'accord avec un développement généralisé de l'AVS. Mais utiliser cela comme argument pour réduire les allocations de Noël, c'est déjà plus que de la démagogie ! Comment un rentier AVS touchant 620 francs de rente minimale (à condition qu'il ait cotisé toute sa vie) peut-il vivre ? Cette proposition était cependant trop forte de tabac, même pour le



PLUS DE 2 500 SIGNATURES POUR UNE FORMATION ET UN RECYCLAGE GARANTIS

Aujourd'hui, lundi 17 octobre, le Parti socialiste ouvrier (PSO) a déposé une initiative communale demandant le droit à une formation professionnelle et un recyclage garantis.

L'initiative, qui est soutenue par l'OFRA, les POCH, le PSA, le Parti communiste italien et le comité de chômeurs, exige, comme le demande par ailleurs la motion de Sylviane Zulauf (PSO) sur les ateliers publics d'apprentissage, la possibilité de formation et de recyclage garantis à Bienne, afin que tous les chômeurs et les jeunes puissent en bénéficier.

Le Conseil municipal, qui a refusé la motion de Sylviane Zulauf, argumente en disant qu'il y aura une baisse de la natalité dans les années qui viennent dans la ville de Bienne. Il dit aussi que l'état des finances de la ville ne le permet pas. Nous pensons que même si le nombre des écoliers va diminuer dans les prochains temps, il n'en demeure pas moins nécessaire de sérieusement améliorer la qualité de l'apprentissage. Toutes les expériences montrent que les ateliers publics (voir Berne, Zurich, Winterthur, Schaffhouse, Bâle) offrent des possibilités d'apprentissage extrêmement vastes. En ce qui concerne le recyclage des chômeurs, des mesures urgentes s'avèrent nécessaires. La ville ne doit prendre en charge que le tiers des dépenses et pourrait utiliser des institutions qui existent, mais qui ne sont pas pleinement utilisées (par exemple le CISAP).

En outre, pourquoi ne serait-il pas possible d'entreprendre à Bienne ce qui se fait avec succès depuis longtemps à Granges, c'est-à-dire des ateliers de recyclage pour les chômeurs, qui jouissent d'un recyclage payé, reconnu par la caisse-chômage qui considère ce temps comme temps de travail ?

PSO, Bienne

CRISE ET CAPITALISME

Les enfants du Capital

Un récent rapport du Bureau international du travail (BIT) le rappelle : plus de cinquante millions d'enfants de moins de quinze ans travaillent dans des conditions dangereuses et nuisibles "à leur développement physique et moral". Donnons ici un exemple de ce véritable esclavage salarié de l'enfance, tiré de ce rapport, cité par Le Monde du 22 mai 1983 : "L'on ne compte plus le nombre de fillettes qui, dans certaines entreprises électroniques, manipulent de douze à quatorze heures par jour des fils extrêmement ténués et deviennent aveugles après cinq ou six ans de ce travail".

Cet emploi — mais peut-on encore utiliser ce terme ? — d'enfants sous-payés va de pair avec une augmentation du chômage des adultes et une plus grande inégalité des revenus et des richesses".

Ce phénomène, massif dans une série de pays sous-développés (ainsi aux Philippines, 87 o/o des enfants de dix à quatorze ans sont employés dans les zones rurales, 24,5 o/o d'entre eux ont commencé entre six et neuf ans), existe toutefois aussi dans le Sud de l'Europe. Naissant de la misère des familles acculées à compter sur le "salaire" de leurs enfants, il encourage ainsi la natalité et donc — en l'absence de développement économique et social — le sous-développement.

Les effets désastreux de cette belle réussite de la libre entreprise capitaliste sont quelquefois amoindris, pour quelques temps, par des organismes comme l'UNICEF (Fonds des Nations unies pour l'enfance). Mais comment s'appelle donc ce chef d'Etat qui essaie — en vain — de réduire depuis plusieurs années la contribution de son pays à l'UNICEF ? Ah, oui : Reagan...

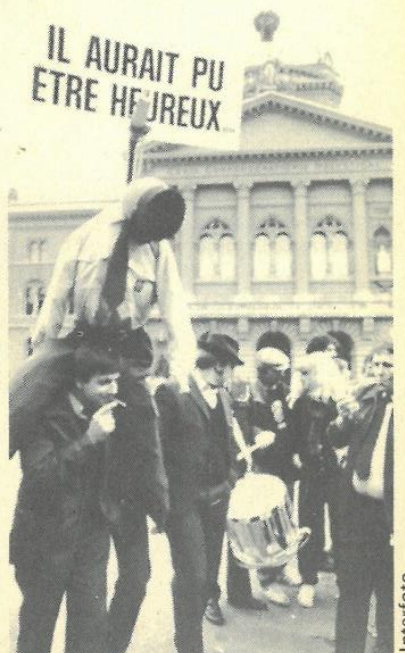
Burke

groupe socialiste. Elle fut donc rejetée.

Le budget ne fut finalement pas équilibré : une motion — approuvée par le Conseil — de Sylviane Zulauf, repoussant la fermeture du home d'enfants communal à Gstaad en est responsable.

Il est toutefois attristant de constater que cette mesure supplémentaire d'économies fut repoussée grâce, bien sûr, aux voix du PSO, des POCH, de quelques sociaux-démocrates, de l'Entente biennoise, mais aussi grâce aux voix bourgeoises et contre la grande majorité des conseillers du PS. Tout aussi attristant, le fait que la plus grande partie des coupes budgétaires fut défendue par le municipal Raymond Glas, un ancien dirigeant du Groupe d'Yverdon (gauche socialiste). Mais peut-être s'agit-il là du dernier avatar de la célèbre "double stratégie" de la gauche socialiste : défendre des mesures d'économies anti-sociales, contre lesquelles les salariés(e)s doivent ensuite se mobiliser ?

Roland Sidler



Fonctionnaires en colère (ici à Berne, lors de la manifestation du 27 novembre 82).

Interfoto

Bertold Brecht disait à juste titre : " (...) l'humanité est menacée de guerres en comparaison desquelles les précédentes ne sont que de pauvres tentatives; il ne fait aucun doute que ces guerres viendront si les mains de ceux qui les préparent ouvertement ne sont pas brisées". Appliquée à la situation actuelle, cette idée signifie que le stationnement des missiles ne pourra être empêché que si par des mobilisations de masse dans la rue, par des grèves générales paralysant la société et l'économie la domination politique des va-t'en-guerre sera si ébranlée qu'une renonciation leur apparaîtra comme un moindre mal.

"Ils transformeront les épées en socs de charrue, et les javelots en faucilles. Car aucun peuple n'apprendra l'art de la guerre." Qui ne dispose pas d'armes, ne peut frapper autrui. Abolissons donc les armes, et la paix règnera. Nombreux sont ceux et celles qui dans le passé et aujourd'hui ont repris à leur compte un tel espoir, exprimé dans la maxime de l'Ancien testament citée plus haut.

De tels appels sont, jusqu'à ce jour, restés lettre morte. Car ceux qui détiennent les armes ne les déposent qu'en se rendant à l'ennemi ou parce qu'ils n'en ont plus besoin. Les épées ne tombent pas du ciel. Elles sont forgées par ceux qui veulent imposer leur volonté par la force s'il le faut. Il est donc, en soi, inutile de vouloir sauver l'humanité du désastre nucléaire en se limitant à des appels répétés aux puissants. Le rêve du désarmement peut devenir réalité, à condition toutefois que la priorité soit accordée à, comme dit Brecht, "briser les mains" de ceux qui, demain, appuieront sur la détente de la guerre.

Cela nous oblige forcément à ouvrir les yeux sur la réalité. On ne peut éviter d'aborder la question : qui est responsable de la course aux armements actuelle, quelles sont les mains qui doivent être brisées ? Dans la grande presse, dans les déclarations de Reagan et de la bourgeoisie helvétique la réponse est simple : les "mauvais" sont l'URSS et le Pacte de Varsovie, ce sont eux les "forces agressives" menaçant la paix mondiale et la démocratie. D'où la nécessité, face à ce "dangereux ennemi" de forger de nouvelles épées et de nouveaux javelots. Après l'invasion de l'Afghanistan et la déclaration de l'état de guerre en Pologne, ces idées ont — et l'on voit sur ce point la lourde responsabilité que portent les maîtres bureaucratiques du Kremlin — acquis une certaine crédibilité, y compris parmi ceux qui s'engagent dans les mobilisations pour la paix. Raison de plus pour prendre une distance résolue face à ces visions relevant de la nouvelle guerre froide et de faire les comptes avec la réalité.

COURSE AUX ARMEMENTS : LA RESPONSABILITÉ PREMIÈRE DES USA ET DE L'OTAN

L'Institut International de Recherche pour la Paix de Stockholm (SIPRI) est un organisme financé par l'Etat suédois et dont l'autorité scientifique est universellement reconnue. Son ouvrage *Atomwaffen in Europa — Rüstungsjahrbuch 82/83* (rororo no 5022) contient une étude sur les dépenses d'armement dans le monde de 1972 à 1981. On y apprend que le total des dépenses d'armement mondiales est passé, en une décennie de 416 304 millions de dollars US à 518 727 millions, chiffres calculés sur la base du cours du dollar et des prix en 1979. Le total des dépenses des Etats-Unis et des Etats membres de l'OTAN est passé de 216 478 millions à 233 957 millions. Le total des dépenses des pays à économie de marché est passé pour sa part de 238 596 à 262 137 millions.

Par contre, les dépenses de l'URSS et des Etats membres du Pacte de Varsovie sont passées de 112 893 à 131 595 millions de dollars. Le total des dépenses des pays à économie planifiée est, quant à lui, passé de 143 805 à 173 652 millions.

La différence entre les pays industriels capitalistes et les pays industriels dont l'économie est — même bureaucratiquement — planifiée était donc de 98 485 millions de dollars en 1981 ! On est loin de la prétendue supériorité soviétique.

Deux remarques supplémentaires sont également de mise. Tout d'abord, le Tiers Monde n'est pas compris dans ces chiffres, en particulier les Etats pétroliers membres de l'OPEP. Or, les bourgeoisies des pays dominés ont acquis, ces dix dernières années, des armes en quantité impressionnante. Il suffit de remarquer, à cet égard, la place qu'occupent Israël et le Brésil sur le marché mondial des armes pour comprendre que l'inclusion de ces pays dans les chiffres des pays capitalistes augmenterait encore l'avantage relatif des bourgeoisies impérialistes.

Ensuite, depuis 1981, les dépenses militaires des principaux pays capitalistes, notamment les Etats-Unis, ont connu une très forte poussée qui n'a pas son équivalent en URSS et dans les Etats membres du Pacte de Varsovie. Selon le projet de budget présenté par Reagan en 1982, les dépenses militaires des Etats-Unis passeront de 178 milliards de dollars en 1981 à 367 en 1986, soit une augmentation de 110 o/o en six ans ! (SIPRI, op. cit., p. 147).

LES ARMEMENTS NUCLÉAIRES STRATÉGIQUES

Il est vrai que la masse des armes nucléaires déjà accumulées rend assez dérisoires les comparaisons chiffrées : il existe suffisamment d'armes pour anéantir toute l'humanité. Néanmoins, il est important de répondre à l'argument fréquemment utilisé de la supériorité soviétique.

LES SS-20, LES PERSHING II ET LA LUTTE POUR LA PAIX

Tout le monde se prononce pour la paix, y compris Reagan, Kohl, Friedrich et Chevallaz. En Europe, ce sont des millions de personnes qui agissent pour la paix. Ce dossier s'adresse à ceux qui luttent véritablement pour la paix. Il tente de fournir quelques éléments de réponse à deux questions : quelles sont les responsables des guerres et de la course aux armements ? Comment atteindre une paix véritable ? Car dans ce domaine — celui d'une politique pour la paix — il en va comme dans la médecine. Si un médecin n'est pas en mesure de diagnostiquer les causes d'une maladie, s'il utilise des moyens thérapeutiques inappropriés, il faut que le patient ait une bien solide constitution pour survivre.

Une telle supériorité n'existe pas, tant en termes quantitatifs que qualitatifs.

Les Etats-Unis disposent d'un total de 9 540 têtes nucléaires placées sur des missiles intercontinentaux, des sous-marins nucléaires et des bombardiers. L'URSS dispose, elle, d'un total de 8 802 têtes nucléaires (SIPRI, op. cit., pp. 211-212).

Au plan qualitatif, il convient de souligner que les Etats-Unis ont été, à une exception près, toujours les premiers à introduire des innovations technologiques dans ce domaine. Ils ont été les premiers à fabriquer les bombes A, H et à neutrons. Ils ont introduit les premiers les bombardiers nucléaires à long rayon d'action, les sous-marins nucléaires, les missiles intercontinentaux à têtes multiples, etc. L'URSS n'a dépassé les Etats-Unis qu'une seule fois, à l'occasion du premier vol humain dans l'espace.

Cette simple énumération montre qu'on ne peut pas à la fois constater que l'URSS connaît un retard technologique général par rapport aux pays capitalistes développés et en même temps affirmer que l'URSS aurait une supériorité technologique par rapport aux Etats-Unis dans le domaine militaire.

Cette supériorité dans le domaine stratégique se retrouve dans les chiffres globaux de têtes nucléaires des deux pays, les Etats-Unis possédant au total 30 000 têtes nucléaires stratégiques, intermédiaires et tactiques, l'URSS n'en alignant que 15 000 (H.J. Schulz, op. cit.). A ces chiffres il

faut encore ajouter les 1 400 têtes nucléaires dont disposent la France et la Grande-Bretagne.

POURQUOI LES CRUISE ET LES PERSHING II ?

Avant d'aborder les raisons du stationnement de ces nouveaux missiles, rappelons brièvement leurs caractéristiques principales.

Les missiles de croisière Cruise sont les descendants de la fusée V1 hitlérienne, mais en bien plus perfectionnés. Il s'agit d'un missile volant à très basse altitude, à une vitesse inférieure à celle du son, transportant une charge nucléaire d'environ 200 kilotonnes (la bombe d'Hiroshima avait une capacité de 14 kilotonnes). Son rayon d'action maximum est de 2 400 kilomètres. Il se caractérise par son système de guidage, composé d'un radar et d'un ordinateur de bord. La mémoire de ce dernier contient des cartes des régions survolées. Le radar permet au missile de comparer le territoire survolé aux cartes emmagasinées dans l'ordinateur. Il s'agit donc d'un missile très précis. 464 Cruise seront stationnés en Europe, mais au total plusieurs milliers seront construits. Il est difficile pour l'URSS de se défendre contre ces missiles passant en-dessous des barrières radar. Comme le dit le SIPRI, "le motif principal pour l'introduction par les Etats-Unis de Cruise en si grand nombre est la tentative

de contraindre l'URSS à dépenser des sommes immenses pour des buts de défense" (SIPRI, op. cit., p. 210).

La fusée Pershing II constitue un véritable saut qualitatif dans le domaine de la course aux armements. Stationnée en Allemagne, cette fusée aura un rayon d'action de l'ordre de 1 600 km. Son aspect révolutionnaire réside dans sa charge nucléaire, de 10 à 20 kilotonnes, qui est dirigée sur l'objectif par un système radar et vidéo à une vitesse de l'ordre de 8 000 kilomètres à l'heure. La précision de frappe est de l'ordre de 30 mètres autour de l'objectif ! La durée de vol de la Pershing II ne dépasse pas 12 minutes, Moscou serait atteinte en l'espace de 6 minutes et demie à partir de l'Allemagne fédérale. Il s'agit donc d'une arme de première frappe, visant à atteindre l'adversaire avant qu'il ne puisse riposter, le temps de vol extrêmement court ne lui laissant pas le temps de mettre ses propres armes en alerte. Il faut également souligner que la fusée Pershing II est mise à feu sans compte à rebours. Il n'y a donc aucun laps de temps entre la décision de mise à feu et la mise à feu elle-même.

Un expert américain souligne que la Pershing II pourrait "attaquer une grande partie des centres de commandement soviétiques. Cela signifie (...) que cette fusée pourrait détruire de façon préventive leurs systèmes centraux de commandement" (John Steinbrunner, directeur du Foreign Studies Program au Brookings Institute, *Blätter*, 11/1982, p. 1307).

L'introduction de ces nouvelles armes nucléaires doit être mise en relation avec la stratégie de guerre nucléaire limitée et préventive que préconise l'OTAN. Le nouveau manuel d'instruction de l'armée US prévoit une conduite offensive des opérations pour détruire en profondeur les troupes du Pacte de Varsovie au-delà de leur premier échelon "avant même qu'elles ne s'engagent dans les hostilités" (Ege et Wender, *Le Monde Diplomatique*, février 1983). Les mêmes auteurs soulignent : "La 'Military Review' confirme que la doctrine 'Airland Battle' prévoit non seulement que les Etats-Unis puissent prendre l'initiative d'utiliser des armes nucléaires (first use) — ainsi que l'envisageait la précédente doctrine — mais aussi l'éventualité d'une première frappe (first strike) américaine. (...) l'expression 'première frappe' veut dire que les Etats-Unis commencent la guerre en employant des armes nucléaires". Lorsque cette première frappe peut détruire les systèmes centraux de commandement soviétiques avec un degré de précision élevé, alors on se trouve dans une situation nouvelle au plan de "l'équilibre de la terreur", basé traditionnellement sur l'idée de la destruction mutuelle assurée.

Il convient, dès lors, de distinguer les Cruise et Pershing des missiles soviétiques SS-20, qui, selon l'OTAN, constituent la justification du stationnement de ces deux nouvelles armes.

Les SS-20 sont des fusées disposant d'un rayon d'action de 4 800 km, portant trois têtes nucléaires de 150 kilotonnes pouvant rentrer séparément dans l'atmosphère. Leur stationnement, à partir de 1977, n'a pas introduit un changement technologique important en Europe dans le domaine des armes nucléaires. En effet, depuis le début des années soixante-dix les Etats-Unis ont mis à disposition des forces de l'OTAN cinq sous-marins nucléaires armés de fusées Poseidon, disposant d'un rayon d'action de l'ordre de 4 500 kilomètres. Chaque fusée Poseidon porte jusqu'à 14 têtes nucléaires pouvant rentrer séparément dans l'atmosphère. Le total des têtes nucléaires des Poseidon basées dans les eaux européennes est de 800 : de quoi détruire une grande partie de l'URSS. Les SS-20 ne sont donc pas une arme de "première frappe" comme les Pershing II.

Que la décision de stationner les Cruise et Pershing II ne soit pas liée aux SS-20 est confirmé par un professeur libéral — et pro-américain — de l'histoire des relations internationales. Dans un éditorial publié le 30 octobre, Jacques Freymond écrit : "il eût été possible d'éviter la bataille sur les 'armes nucléaires de théâtre' (...) en déclarant avec force que tout engagement des SS-20 (...) entraînerait une



Lors de la manifestation pacifiste de Genève, le 22 janvier 1982.

photo Sergio Medina

réplique au niveau des missiles intercontinentaux" (*Tribune-Le-Matin*, du 30 octobre 1983). Or, justement, le stationnement des "armes nucléaires de théâtre" est voulu par les Américains car cela leur permet de procéder au chantage de la guerre nucléaire limitée et préventive en Europe !

C'est la raison pour laquelle la solution "zéro" de Reagan (Ni Cruise, ni Pershing, ni SS-20) constituait en réalité un début de désarmement unilatéral de l'URSS, en contrepartie de la renonciation à une étape qualitativement nouvelle de la course aux armements par les Etats-Unis et l'OTAN. Cela n'a pas empêché la bureaucratie soviétique de faire des propositions substantielles de réduction des SS-20 en contrepartie de la renonciation aux Pershing II, mais en vain (cf. notre article en page 9).

ET LE DANGER "D'INVASION SOVIÉTIQUE" ?

"L'idée générale d'une attaque venant de l'Est doit s'effacer devant le danger bien plus aigu de la guerre révolutionnaire. L'attaque de grand style venu de l'Est n'a pas eu lieu depuis trente ans et elle n'aura pas lieu dans le futur (...). Les conflits possibles en Europe auront les traits d'une guerre révolutionnaire. La guerre civile en Europe ne deviendra aiguë qu'à la suite d'une grande crise économique." Voilà l'opinion du brigadier Schuler exprimée dans l'ASMZ (*Allgemeine Schweizerische Militärzeitschrift*) en 1974. Dix ans après, ses propos sont toujours exacts. Ils prennent une actualité d'autant plus grande que depuis deux grandes crises économiques ont eu lieu, et que les pays dominés ont sombré dans l'endettement, la faim et la misère totale.

Les dangers de guerre, et il y en a, sont avant tout les dangers que propagent les bourgeoisies impérialistes. D'une part, elles interviennent à tour de bras dans les pays domi-

nés. D'autre part, elles se préparent à des affrontements de classe importants en Europe capitaliste. C'est là qu'elles voient le véritable "danger d'invasion soviétique" : des explosions sociales pouvant conduire à des révolutions socialistes dont le rayonnement et le caractère autogestionnaire mettraient en cause le pouvoir de domination tant de l'impérialisme que des dictatures bureaucratiques. La perspective du socialisme, de la mobilisation de masse, de la grève générale sont les conditions pour que naisse la paix, pour que les mains des fauteurs de guerre soient brisées. Dans ce sens le socialisme et la paix sont les deux termes d'un seul et même combat.

Et ce combat ne se limite pas à la seule Europe capitaliste; il implique aussi la lutte contre la domination de la bureaucratie en Europe de l'Est, contre sa politique militariste dont l'Afghanistan fournit l'exemple le plus tragique. C'est la voie tracée par "Solidarność" et ses millions de membres qu'il faut suivre : celle de la mobilisation indépendante des travailleurs, celle de la mise en cause du monopole du pouvoir de la bureaucratie. Ce n'est nullement par hasard que le 1er Congrès de "Solidarność" s'est prononcé pour le désarmement, mais bien parce que les délégués des travailleurs polonais ont compris et affirmé ainsi que les travailleurs du monde entier n'avaient aucun intérêt à voir se développer la course aux armements, à voir s'alourdir la menace d'un holocauste nucléaire.

Cette lutte pour l'expropriation politique de la bureaucratie n'a rien à voir toutefois avec un quelconque soutien aux mesures militaires de l'impérialisme. Aucun Cruise, aucun Pershing II ne renforcera d'un iota la position des travailleurs en Pologne ou ailleurs; la lutte pour le socialisme démocratique à l'Ouest comme à l'Est possède ses méthodes propres, celle de la solidarité ouvrière par exemple, que l'on ne pourra jamais loger dans une ogive nucléaire.

J. Schneider

L'amiral français Antoine Sanguinetti s'en prend ci-dessous à la prétendue supériorité soviétique.

— Je n'ai rien d'un pacifiste. Seulement je préviens les gens d'un certain nombre de choses. Je dis qu'il y a des fous, des responsables politiques ou militaires, qui parlent de guerre nucléaire limitée sans se rendre compte de quoi il est question. Ce sont des fous dangereux. Les armes nucléaires ne sont pas des instruments de guerre, et l'idée de guerre nucléaire doit être récusee, limitée ou pas.

* Qui parle de guerre nucléaire limitée ?

— Un certain M. Reagan, qui a déclaré qu'une guerre nucléaire limitée à l'Europe devenait envisageable. Il se trouve que c'est le chef de la première puissance mondiale. Et que, de par sa position politique, il est justement à même de déclencher une telle guerre. Autre chose. Pendant trente ans, on s'est escrimé à faire croire aux Européens qu'aucune défense conventionnelle n'était possible contre l'URSS, et que seule une guerre nucléaire était possible. Quand on a fabriqué les premières armes nucléaires, au début, on n'a parlé que de dissuasion, ce qui est normal : l'arme nucléaire ne vaut qu'au niveau du discours, de la menace, pas de l'utilisation. Mais depuis que McNamara est devenu secrétaire d'Etat à la Défense de Kennedy, on est passé à une doctrine dite de riposte graduée. Pour la première fois,

UN AMIRAL CONTRE REAGAN

on a fabriqué des armes nucléaires, baptisées tactiques, pour le combat. C'est un jeu de fous. Je ne suis pas un non-violent, je suis partisan d'une défense où une nation accepte de sacrifier des hommes — même en grand nombre — pour la survie de la communauté. Mais je suis contre un type d'action qui ne laisse aucune chance de survie à personne, car c'est la négation même de la notion de défense. Il y a actuellement de l'ordre de 12 000 armes nucléaires tactiques en Europe, mises en place pour la guerre nucléaire en Europe. Leur emploi signifierait la mort des quatre cents millions d'Européens. Ça rime à quoi ? Ce n'est plus de la défense, c'est du suicide ! Alors il faut voir les choses autrement.

* De l'avis général, en tout cas de tous les spécialistes français, l'arme nucléaire est à priori indispensable, tout simplement parce que sur le plan conventionnel, l'avance prise par les Soviétiques est écrasante ! Rien que le nombre de tanks russes...

— Mais ce n'est pas vrai. C'est un mensonge ! On nous parle toujours de ces fameux tanks qui sont l'arme de la dernière guerre, des armées de Rommel et Guderian ! On n'a pas remarqué que les chars sont devenus l'arme

des pays sous-développés ? On n'a pas vu qu'au Liban, lorsque les tanks russes les plus puissants se montrent, ils sont détruits dans la journée par des engins antichars de précision, des engins guidés dits intelligents ? Bon. Les Russes alignent des chars en quantité, pourquoi ? Parce qu'ils ne sont pas assez riches, ni assez avancés au plan technologique, pour faire autre chose. Ils en fabriquent des neufs, bien sûr, et ils les accumulent avec d'autres plus vieux, ou même périmés. Qu'est-ce que j'en ai à foutre de 50 000 chars soviétiques, dès lors que du côté occidental, il y a 600 000 engins intelligents qui ne ratent pas leur cible ? Pendant la guerre du Kippour, 2 000 chars ont été détruits dans la première journée. Sur mer, pendant la guerre des Malouines, les gens ont été abasourdis en découvrant les armes nouvelles, comme l'Exocet. Mais l'Exocet a déjà dix-huit ans, on a fait beaucoup mieux depuis ! Et sur terre, pour les engins antichars, on est en train de mettre en place la troisième génération.

* D'après vous, tout le monde surestime grossièrement la qualité de l'armement soviétique ?

— Oui, et c'est voulu ! Bien sûr, l'armée soviétique est très importante, et fait tout ce qu'elle peut. Mais que voulez-vous ? Il y a d'un côté une communauté de 260 millions d'hommes, assez pauvres, et du côté occidental 560 millions d'hommes... nettement plus riches !

Extrait d'un entretien avec Lui, publié dans *L'Hebdo* du 16.6.83

Femmes et armée :

«LIBÉRER UN SOLDAT POUR LE FRONT.»



Interfoto

* LE SERVICE COMPLÉMENTAIRE FÉMININ (SCF) DURANT LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE, PREMIÈRE TENTATIVE D'INTÉGRATION DES FEMMES À LA DÉFENSE NATIONALE.

En avril 1939, donc quelques mois avant l'ouverture des hostilités mais dans ce que Edgard Bonjour appelle un climat fiévreux de préparation à la guerre cité dans *l'Histoire de la Suisse et des Suisses*, t. III, p. 156), le Conseil fédéral lance un appel à tous les hommes et les femmes disponibles pour qu'ils rejoignent le Service complémentaire (SC). Plusieurs milliers de femmes s'annoncent. Dans le canton de Zurich seulement, il y en aurait eu 7 500 (brochure *25 Jahre FHD*, p. 24).

Comment en arriva-t-on à appeler les femmes à quitter leur foyer ? Pourquoi répondirent-elles nombreuses à cet appel ? Autrement dit : pourquoi cette proposition, bien dans la ligne du militarisme bourgeois, ne rencontra que si peu d'opposition dans le monde du travail et en particulier chez les femmes ?

Crise, chômage et idéologie du "Réduit national"

La crise des années trente bouscula la hiérarchie des branches industrielles en Suisse. L'évolution de deux de ces branches nous permet de voir quelles en furent les conséquences en ce qui concerne le chômage des femmes.

Le textile, qui employait traditionnellement une majorité de femmes, perd alors définitivement sa première place, au profit de la métallurgie. Entre 1930 et 1941, le taux des femmes salariées passe de 37,9 o/o à 32,8 o/o (Wecker, p. 47). Bien que les statistiques traitant de la répartition du chômage selon les sexes manquent, on peut toutefois admettre que les modifications économiques structurelles de l'époque ont amené une diminution des emplois féminins dans l'industrie, en faveur des emplois masculins. Grâce à la reprise conjonc-

turelle de la fin des années trente, stimulée par le réarmement international, le nombre des emplois dans l'industrie métallurgique croît, alors que l'industrie textile, en revanche, poursuit son déclin économique.

A part ce chômage, à moyen terme pour les hommes et à long terme pour les femmes, la crise a cependant eu d'autres effets sur le niveau de vie général des salariés. Les mesures bourgeoises "de crise", entre autres la diminution des salaires des fonctionnaires et la dévaluation du franc suisse, provoquèrent une réduction supplémentaire du pouvoir d'achat. En outre la capacité d'action et de défense de la classe ouvrière fut encore affaiblie par une méthode de gouvernement de plus en plus autoritaire, recourant régulièrement aux arrêtés fédéraux urgents. L'utilisation idéologique habile de la menace fasciste et nazie, la mobilisation générale de la population masculine

à l'automne 1939 comme d'ailleurs la volonté croissante d'intégration des grandes organisations ouvrières, partis et syndicats — qui depuis le milieu des années trente suivaient une politique d'union nationale avec le gouvernement et le patronat — firent le reste. Et les travailleurs restèrent donc sur la défensive.

Dans cette situation de double angoisse, militaire et économique, et vu l'absence de perspectives politiques, la bourgeoisie réussit à faire passer son idéologie d'union nationale ("l'esprit de la Landi", l'exposition nationale de 1939 à Zurich), avec sa "mentalité de hérisson", celle du "Réduit national". Les femmes aussi furent appelées à contribuer à la cohésion nationale.

Naissance du SCF

La création du Service complémentaire féminin (SCF), comme section de l'Etat-major, date du printemps 1940. Pour la première fois des femmes faisaient partie de l'armée. Cette décision cependant n'innova pas : d'autres pays avaient fait de même, comme la Finlande en 1919 avec le "Lotta Svärd" ou la Grande-Bretagne en 1938 avec le "Women's Royal Army Corps". En Suisse même, il existait déjà des relations entre les femmes et l'armée. Durant la Première Guerre mondiale, Else Spiller avait fondé les "foyers du soldat" où des femmes servaient à manger aux soldats et les "regonflaient" psychiquement. Les infirmières, en Suisse pour la plupart formées dans les écoles de la Croix-Rouge, pouvaient déjà être mobilisées dans les services sanitaires.

Bien que partie constitutive de l'armée — avec les devoirs que cela implique (par exemple l'obligation de servir, la soumission à la justice militaire) et les droits (solde, indemnités de voyage, etc.) — le SCF n'impliqua aucune remise en cause de la conception traditionnelle de la femme, comme le montrent ses secteurs d'activité. Les femmes qui s'inscrivaient au SCF pouvaient choisir entre les services sanitaires, l'administration, les communications (téléphone ou pigeons voyageurs), de l'équipement, de la cuisine, de la poste de campagne ou d'assistance (cantines, lazarets, camps de réfugiés).

L'armée et les femmes

L'appel du Conseil fédéral en faveur du SCF en avril 1940 le dit sans détours : chaque femme qui entre au SCF libère un soldat pour le front. Les travaux auxiliaires, de la frappe d'un rapport aux soins aux blessés en passant par l'observation aérienne, doivent désormais devenir, si possible, la tâche des femmes. Mais toutes les femmes n'étaient pas appelées : les mères d'enfants en bas âge et les travailleuses remplissaient déjà une tâche patriotique. En outre les femmes recherchées pour le SCF devaient être physiquement et moralement saines (*25 Jahre FHD*, p. 51). Dans la presse de l'époque, on trouve régulièrement référence au fait que les femmes qui cherchaient, en s'engageant, le contact avec les hommes (sic) ou "vulgairement voyantes" n'avaient pas leur place au SCF.

Madame Tell ne devait penser qu'à servir le bien de la patrie. On insistait aussi sur l'absence de privilèges du SCF, où toutes les femmes, qu'elles soient servantes ou filles d'industriels, étaient égales.

Une mystique fonctionnelle

L'emphase et le pathos de la glorification du SCF servaient des objectifs fonctionnels.

Lorsque la bourgeoisie parlait de la patrie, du peuple et de la Suisse qu'il fallait défendre, elle cherchait à stimuler ainsi l'idéologie de l'union nationale, de la "Landi", du patriotisme et de la religion. Toutes choses dont l'armée fait une grosse consommation; l'intégration des femmes permet ainsi d'en faire des agents actifs de cette campagne idéologique à destination de la société civile. Le serment de la solidarité entre la ville et la campagne, la conception du "nous les femmes, nous avons toutes les mêmes soucis" débouchaient assez directement sur le travail gratuit exécuté par les femmes dans le pays. Travail complètement gratuit dans le cadre du Service complémentaire et du Service national, quasiment gratuit dans celui du SCF. Le cours d'introduction de treize jours du SCF avait pour but "l'éducation à une réflexion et une action disciplinées et à une exactitude absolue dans l'exécution de chaque tâche et de chaque ordre" (*25 Jahre FHD*, p. 53). On visait ainsi la militaris-

tion des femmes. Lorsque des femmes sont modelées pour prendre en charge des tâches comme la cuisine, la couture, les soins, etc., cela ressemble à s'y méprendre à leur rôle familial. En outre l'orientation des femmes vers des professions sociales est renforcée. D'un autre côté, les femmes furent ainsi amenées à jouer dans d'autres secteurs de la société, comme l'armée par exemple, le rôle frustrant qui leur était attribué dans la famille.

L'émancipation dans l'armée

Malgré la campagne de la bourgeoisie, qui cherche à faire passer la pilule de l'intégration des femmes à l'armée en l'enrobant d'un discours émancipateur, les femmes n'ont rien à gagner à cette intégration. L'aspect prétendument émancipateur (un argument du reste déjà utilisé durant la Deuxième Guerre mondiale) se transforme, lorsque l'on y regarde de plus près, en son contraire. L'intégration, au lieu d'offrir des possibilités nouvelles aux femmes, ne fait que les contenir de force dans une répartition des rôles traditionnelle, l'ordre et la discipline en sus.

Bien que de nombreuses femmes aient considéré positivement le Service complémentaire au début, car il leur donnait enfin une reconnaissance sociale et leur permettait d'échapper à la cage familiale, la réalité brisa ces illusions. Ce n'est pas un hasard si, après une vague d'adhésions euphorique, le SCF connaissait, dès 1941 et malgré des appels répétés, des difficultés de recrutement (*25 Jahre FHD*, p. 24).

Brigitte Clot et Vreni Frey

Bibliographie

Nouvelle histoire de la Suisse et des Suisses, volume III.

Regina Wecker, *Frauen in der Schweiz*, Zoug, 1983. *25 Jahre Schweizerischer Militärischer Frauenhilfsdienst*, Zurich, 1964.

Maja Uhlmann-Conradi, *Die Rechtsstellung des Schweizer Frau im Dienste der Landesverteidigung*, Zurich, 1969.

Divers articles de journaux de l'époque.



Interfoto

Face aux Cruise et aux Pershing II :

Le ministère de la Défense soviétique vient de l'annoncer : le stationnement des fusées Pershing II et des missiles Cruise en Europe occidentale entraînera le stationnement de missiles soviétiques en Tchécoslovaquie et en République démocratique allemande (RDA).

Il s'agira de missiles nucléaires SS-21, SS-22 et SS-23 dont la portée varie de moins de 500 à 900 kilomètres. Cette réaction intervient après que les négociations américano-soviétiques de Genève sur les euromissiles se sont soldées par un échec. Ronald Reagan, en refusant les deux propositions soviétiques formulées durant les négociations, en porte la responsabilité. La première de ces propositions, connue sous le nom du "compromis de la promenade des bois" prévoyait de réduire le nombre des SS-20 soviétiques à 75, en contrepartie d'un stationnement de 75 missiles de croisière Cruise et une renonciation aux fusées Pershing II. La deuxième consistait en une réduction à 162 euromissiles à l'Est, chiffre qui correspond au total des euromissiles français et britanniques.

En décidant de procéder au stationnement des Cruise et Pershing II, les va-t'en-guerre du Pentagone veulent disposer

Une menace soviétique stupide et dangereuse

d'un moyen de chantage considérable à l'égard de l'URSS. Ils veulent contraindre l'URSS à renoncer à tout soutien aux mouvements de libération luttant dans les pays dominés. Ils veulent l'obliger à consacrer toujours plus de moyens à l'armement. "Washington devrait se fixer des objectifs de guerre qui envisageraient la destruction du pouvoir politique des soviets et la naissance d'un ordre mondial (...) correspondant aux valeurs occidentales", ont même déclaré les conseillers de Reagan, Colin S. Gray et Keith Payne dans un article publié dans la revue Foreign Policy (no 39, été 1980).

Cela dit, la riposte de la bureaucratie soviétique au stationnement des missiles américains doit être prise pour ce qu'elle est : une menace totalement erronée. Qui, soit dit en passant, ne protégera pas l'URSS contre l'impérialisme et n'empêchera pas une guerre nucléaire.

En effet, la riposte de la bureaucratie est purement militaire, alors qu'une réponse politique serait nécessaire. L'Union soviétique modernise son arsenal nucléaire afin de pouvoir répondre à la capacité de guerre nucléaire "limitée" de l'OTAN. Elle se rend ainsi coresponsable, objectivement, des dangers croissants de guerre nucléaire en Europe.

La perspective du socialisme et des bases d'une société non capitaliste ne peuvent être défendues par la guerre atomique. Celle-ci conduit l'humanité à la barbarie. Un pays dévasté par les armes nucléaires, chimiques et biologiques ne pourra construire une société socialiste libre.

La bureaucratie soviétique joue un jeu cynique et trompeur en laissant entendre qu'elle pourrait gagner une guerre nucléaire. Elle n'a en effet aucune chance de dépasser l'impérialisme militairement, économiquement et technologiquement.

Enfin, et cela n'est pas moins important, ces missiles soviétiques seront stationnés alors que les populations concernées n'auront aucun mot à dire à ce sujet. Il s'agit d'une violation caractéristique du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Par conséquent, il est urgent de soutenir les mouvements pour la paix indépendants naissant à l'Est. C'est d'eux que pourra venir la réaction appropriée à ces nouvelles menaces. C'est d'eux que pourra venir l'impulsion vers un socialisme où les producteurs associés décideront démocratiquement de l'affectation des ressources de la société, notamment dans le domaine militaire.

A. Meylan



Liban, après le double attentat de Beyrouth : Demain, la guerre américaine ?

Quelques centaines de soldats américains et français sont morts à Beyrouth : du coup, une gigantesque opération d'intoxication se développe. Tout le pathos, le lyrisme patriotico-militaire des commentateurs est mobilisé pour tenter de faire croire à l'impossible. A savoir que ces soldats étaient des "soldats de la paix". Ils ne l'ont jamais été, ils ne le sont pas. Pire : plus leur présence se prolonge, plus les risques d'une nouvelle guerre dans la région augmentent.

Des soldats de la paix ?

Laissons de côté les morceaux de bravoure parus dans la presse lors de ce double attentat; négligeons les lamentations de ceux qui s'insurgent à longueur de colonnes contre le fait que ces soldats aient été tués dans leur sommeil par un ennemi invisible ("des dizaines de Français en mission de paix ont été surpris par la mort, alors que le clairon venait de sonner le réveil" *Le Monde* du 25 octobre 1983). Tout cela est l'œuvre de Tartuffes invétérés qui, sous prétexte de justifier l'intervention de la Force multinationale au Liban, oublient soigneusement un certain nombre de faits. Rappelons-les :

a) Les troupes britanniques, italiennes, françaises et américaines au Liban sont des troupes étrangères dans un pays et une région en guerre. Leur présence est directement issue d'un acte de guerre, l'invasion israélienne au Liban et la défaite militaire de la Résistance palestinienne qui l'a suivie.

b) Dans ce cadre, la Force multinationale n'est nullement un "corps de paix". Son premier acte de gloire consistera à se retirer de Beyrouth-Ouest pour laisser la place aux Israéliens et aux phalangistes libanais. Le résultat de ce superbe mouvement stratégique "pacifiste", tout le monde le connaît : c'est le massacre des camps de Sabra et Chatila.

c) Coresponsable de l'exécution de centaines, voire de milliers de réfugiés palestiniens, la Force multinationale a également participé directement aux affrontements au Liban. L'artillerie de marine américaine est venue au secours de l'armée libanaise à Souk el Gharb, pilonnant les positions druzes dans le Chouf. L'aéro-navale française s'en prendra, elle, aux forces syriennes.

La Force multinationale des "soldats de la paix" est donc claire-

ment partie prenante du conflit. Sur le fond, notre camarade Alain Krivine de la LCR (Ligue communiste révolutionnaire, section française de la IVe Internationale) a donc parfaitement raison d'affirmer : "Les soldats français au Liban ne sont pas plus les soldats de la paix que leurs aînés quand ils 'pacifiaient' l'Algérie. Leur présence n'est que l'expression militaire d'une politique impérialiste conjointement menée par les Etats-Unis, la France et l'Italie. Les troupes d'occupation françaises doivent être immédiatement retirées du Liban (...)" (*Le Monde*, du 25 octobre 1983).

La politique américaine

La politique de la Force multinationale est largement déterminée par la politique américaine. Celle-ci se déroule à quatre niveaux. D'abord une campagne antisoviétique déchaînée. A lire les officiels américains, ce sera bientôt l'Union soviétique qui a envahi le Liban en juin 1982...

Le but de l'opération est clair : il s'agit de "mondialiser" le conflit, pour en retour justifier toute intervention américaine dans la région. Georges Shultz, responsable de la diplomatie américaine expliquait, dans son discours au Congrès US : "L'Union soviétique, la Syrie et l'Iran, cela devrait vous dire quelque chose sur ce qui se passe au Liban et pourquoi c'est une part de quelque chose de beaucoup plus large que le Liban" (*Le Monde*, du 26 octobre 1983). Et puisque ainsi chaque crise, chaque conflit est dû à la main de Moscou, agresseur permanent, les Etats-Unis ont le droit et le devoir — au nom du Monde libre — de riposter ou même d'intervenir préventivement. C'est là le deuxième niveau de la politique américaine : légitimer sa prétention à redevenir le gendarme incontesté

de l'impérialisme, susceptible et capable d'intervenir partout où cela lui semble bon. A Grenade, par exemple, où le débarquement des "Marines" et des "Rangers" US constituait aussi le troisième volet de la riposte américaine à l'attentat de Beyrouth.

Relancer l'intervention américano-israélienne

Lorsque Ronald Reagan évoque ouvertement "le risque d'une guerre mondiale" après l'attentat, il cherche ainsi à embrigader tout l'Occident capitaliste derrière sa politique, qui vise une intervention militaire encore plus active et soutenue au Liban. C'est là le quatrième élément de la politique US, dont les effets se font déjà sentir sur l'allié privilégié des Etats-Unis, Israël. Les pressions américaines se font de plus en plus fortes pour amener Israël à intervenir. Le journal israélien pro-gouvernemental *Maariv* du 27 octobre répond de fait positivement à ces pressions en écrivant : "Au-delà d'une incommodité immédiate, Israël doit décider s'il veut faire partie de l'effectif occidental au Proche-Orient et participer activement à former l'avenir de la région, ou renoncer à jamais à un tel rôle" (cité dans *Le Matin* du 28 octobre 1983). La perspective d'une nouvelle intervention militaire impérialiste est bien là. Car comment donc "former l'avenir d'une région" en guerre, sinon par des moyens militaires ?

Une perspective qui n'est pas faite pour effrayer la droite française, qui a rendu un hommage prononcé à la politique libanaise de Mitterrand. Jean Lecanuet, président de l'UDF (formation de la droite libérale) expliquant même que "le président de la République, en matière de politique étrangère, reçoit peut-être plus de soutien de la part de l'opposition nationale qu'il ne reçoit d'appui de la part de sa propre majorité" (*Le Monde*, du 25 octobre 1983). On est ainsi heureux d'apprendre qu'il y aurait, face à la politique néo-coloniale de Mitterrand, des réticences de la gauche. Combien de morts français à Beyrouth faudra-t-il pour qu'elles s'expriment publiquement ?

Eric Peter

La Brèche : Peux-tu présenter à nos lecteurs les conditions dans lesquelles travaillent les syndicats au Salvador ?

Cristina Elisabeth Marin : Ces conditions sont très dures, car depuis 1979, année où se développèrent de grands mouvements de masse, la répression est devenue très forte. En plus de ses moyens militaires, le gouvernement dispose d'un arsenal juridique pour réprimer les travailleurs. Il y a le décret interdisant toute augmentation de salaire depuis 1980, il y a celui qui légalise la détention arbitraire des dirigeants syndicaux, celui qui interdit la création de syndicats, celui qui interdit la grève, celui qui intègre automatiquement les fonctionnaires à l'armée et qui permet la militarisation de certains secteurs publics. Ou encore celui qui permet de dissoudre les syndicats dans des secteurs stratégiques, comme celui de l'énergie électrique (services industriels). A ces décrets s'ajoute aussi le dynamitage des locaux syndicaux. Dans cette situation, les syndicats sont obligés de travailler dans une semi-clandestinité.

*** Quelles en sont les conséquences pour les travailleurs ?**

— Le célèbre décret 544, dit de "stabilisation économique", interdit l'augmentation des salaires depuis 1980, alors que de décembre 1982 à aujourd'hui l'inflation a progressé de 54 o/o. Les salaires versés aujourd'hui ne permettent plus de couvrir les besoins élémentaires. Nombre de travailleurs n'arrivent tout simplement plus à payer un loyer avec leur salaire et vivent dans des cabanes, le long des rivières. Il y a aussi le chômage (38,17 o/o dans le seul secteur industriel). Le chômage est un problème terrible pour le peuple salvadorien, car il n'y a pas de caisse de chômage. En outre, la militarisation transforme les lieux de travail en casernes. Tous les services publics sont militarisés et certaines entreprises ont leur propre troupe de civils armés.

*** Et malgré ce fantastique arsenal, les travailleurs salvadoriens luttent encore ?**

— Face à cette répression, face aux difficultés de la lutte, l'ouvrier salvadorien devient de plus en plus conscient que la seule issue est de s'organiser. Vu cette poussée vers l'organisation, le Comité d'unité syndicale (CUS) a appelé le 1er mai de cette année à une réunion large de travailleurs. De cette réunion est né le MUSYGES (*Movimiento unitario sindical y gremial de El Salvador* / Mouvement syndical et des organisations professionnelles du Salvador). Cette réunion, devenue congrès de fondation du MUSYGES, fut un grand succès de la lutte contre la dictature. Le jour du congrès, tout le Salvador était quadrillé par l'armée; malgré cela, les militaires n'ont pas trouvé l'endroit où se déroulait la réunion. Ce congrès a permis d'arriver à un accord très important autour d'une plate-forme unique des travailleurs, avec des revendications centrales sur le plan politique, économique et social. Sur le plan politique, les travailleurs exigent la suppression de tous les décrets antisyndicaux, la libération de tous les prisonniers politiques et syndicaux. Au niveau économique, ils revendiquent une augmentation des salaires et une baisse des prix des aliments de base. Et dans le domaine social, une prise en charge des traitements médicaux de tous les travailleurs — y compris ceux de la campagne — par l'Institut de sécurité sociale.

*** Car ce n'est pas le cas aujourd'hui ?**

— Non : il y a justement un scandale à dénoncer. Les ouvriers paient en effet une cotisation à la Sécurité sociale. Cette cotisation est retenue par les patrons. Mais il arrive souvent que lorsque le travailleur va demander des soins à l'Institut de sécurité sociale, on lui réponde qu'il n'a pas payé de cotisation et qu'il ne peut donc se faire soigner. Car les patrons n'ont pas versé les sommes retenues sur les salaires. Les travailleurs considèrent qu'en fait ils paient ainsi un véritable impôt de guerre, puisque les patrons utilisent cet argent pour financer la répression.

Solidarité avec les travailleurs et les syndicats salvadoriens

En attendant la mise en place définitive de canaux de solidarité particuliers, les versements de soutien à la lutte de la Fédération syndicale révolutionnaire (FSR) peuvent se faire sur le CCP 12 - 16154, Fonds de solidarité El Salvador, Genève, mention "Solidarité FSR".



Quand les libertés syndicales existaient encore au Salvador...

Des milliers de grévistes au Salvador :

UNE SOLIDARITÉ NÉCESSAIRE

*** ENTRETIEN AVEC CRISTINA ELISABETH MARIN, REPRÉSENTANTE DE LA FÉDÉRATION SYNDICALE RÉVOLUTIONNAIRE.**

Cristina Elisabeth Marin, représentante de la Fédération syndicale révolutionnaire (FSR), membre du Comité d'unité syndicale (CUS), se trouve actuellement en Suisse, pour une tournée d'information et pour y stimuler une solidarité syndicale et ouvrière nécessaire. Parmi les objectifs de cette solidarité : un soutien matériel à la fois pour les chômeurs et les grévistes salvadoriens, les travailleurs du Salvador n'ayant ni caisse de chômage ni fonds de grève. Et un soutien politique et syndical, sous la forme d'un appui à la plate-forme revendicative de la FSR et de l'envoi d'une délégation syndicale au prochain congrès de la FSR, prévu pour le 25 janvier. La présence d'une délégation internationale assurerait en effet aux syndicalistes salvadoriens un minimum de protection contre la répression. *La Brèche* a rencontré, fin octobre, Cristina Elisabeth Marin; nous publions ci-dessous l'essentiel de cet entretien.

Mais pour en revenir aux revendications, il faut ajouter que la plate-forme demande également que l'Université redevienne autonome. Placée sous contrôle gouvernemental depuis 1980, l'Université n'est plus un endroit où les travailleurs peuvent se cultiver, mais est devenue en fait une vraie caserne.

Voilà les principaux points de cette plate-forme revendicative, pour laquelle la FSR s'engage à lutter combattivement.

*** Tu as parlé au début de notre entretien d'un mouvement de grève au Salvador. Qu'en est-il ?**

— Depuis le 27 septembre, un mouvement de grève s'est déclenché au Salvador. A son origine, les travailleurs de l'Institut de l'habitat, qui demandent la réembauche de 1 257 de leurs camarades licenciés et une augmentation de 25 o/o des salaires. L'Institut est un institut gouvernemental, chargé de construire des logements bon marché. Les travailleurs demandent aussi et surtout l'abolition du décret leur interdisant de se syndiquer et de celui qui les incorpore automatiquement à l'armée, ainsi que la négociation d'un contrat collectif. Ils ont été rejoints dans cette lutte par les travailleurs des banques et des instituts financiers. Plusieurs usines sont entrées en grève de solidarité dans le textile et l'alimentation (usines textiles Minerva et Leon; dans l'alimentation, il s'agit de l'usine Lido). Les travailleurs de la sécurité sociale, ceux du syndicat du café, ceux de l'Institut du

contrôle des prix ont aussi mené des grèves de solidarité. Il y a ainsi en gros 10 000 travailleurs en grève, plus ceux qui ont débrayé, fait des arrêts de travail, par solidarité.

*** Mener une telle lutte, avec des syndicats semi-clandestins sinon carrément interdits, sous une dictature militaire, cela ne doit pas être sans risques ni difficultés ?**

— Le coût humain du mouvement est lourd, car la seule réponse du patronat et du gouvernement c'est la répression. Cinq dirigeants syndicaux ont déjà été assassinés, après avoir été torturés. Les travailleurs de l'usine Minerva se sont fait mitrailler. Tous ceux qui ont des responsabilités syndicales mènent une vie difficile : ils ne peuvent jamais dormir deux fois de suite au même endroit; ils doivent constamment veiller à ne pas être suivis. Tout cela pèse lourdement, psychologiquement parlant, créant une tension permanente. Tout est fait de manière plus ou moins clandestine : les tracts, l'information, les réunions. On ne peut pas distribuer des tracts ouvertement, car celui qui les prend risque la mort s'il est vu. Cela représente un sacrifice de plus pour l'ouvrier, qui doit ainsi risquer sa vie pour avoir le droit de s'organiser syndicalement, pour avoir le droit de réclamer ce qui lui revient.

C'est pourquoi nous venons chercher la solidarité nécessaire en Europe. Nous voulons aussi que cette solidarité dénonce

l'intervention des Etats-Unis. Pas seulement leurs livraisons d'armes, leur soutien financier du gouvernement et leurs conseillers militaires. Mais aussi les effets de cette intervention sur les lieux de travail.

*** Peux-tu donner des exemples de ces effets ?**

— Les décrets antisyndicaux ont été rédigés par un ministère où derrière chaque responsable se trouve un conseiller juridique nord-américain qui leur indique la marche à suivre. En outre, les entreprises multinationales ou transnationales ont reçu des Etats-Unis des circuits fermés de télévision, qui leur permettent de surveiller constamment leur personnel. Voilà pourquoi nous demandons aux syndicalistes, aux ouvriers du monde entier, un soutien matériel, financier, pour pouvoir aider les travailleurs en grève. Les travailleurs salvadoriens se sont engagés à fond dans une lutte pour conquérir des droits fondamentaux, comme le droit au travail, le droit au logement, le droit à des conditions de vie meilleures. Ils sont prêts à donner leur vie pour conquérir ces droits : il faut les aider !

Une dernière remarque enfin : j'aimerais ici dénoncer aussi la répression que subissent les femmes sur leur lieu de travail. Les femmes salvadoriennes, dont 75 o/o environ travaillent et qui sont surtout présentes dans le textile, l'alimentation et les banques — branches à main-d'œuvre majoritairement féminine — sont soumises à une répression particulière. Par exemple, elles ont un salaire inférieur et des horaires plus longs, simplement parce que ce sont des femmes. Généralement payées à la semaine, elles sont toujours menacées de perdre le bénéfice du septième jour de congé si elles ne travaillent pas plus, n'acceptent pas de faire des heures supplémentaires non payées. Elles font souvent les travaux les plus lourds et les plus pénibles. Victimes de la répression sexuelle des patrons, elles se voient aussi refuser les congés pour soigner leurs enfants par exemple, ou pour se rendre elles-mêmes à l'Institut de la sécurité sociale. Nombre d'entre elles travaillent dès avant quinze ans. Et les contrats de travail des femmes sont des contrats discriminatoires, très courts, de trois mois, qui suppriment ainsi le droit aux primes de fin d'année et à une série de prestations.

*** Comment réagissent-elles ?**

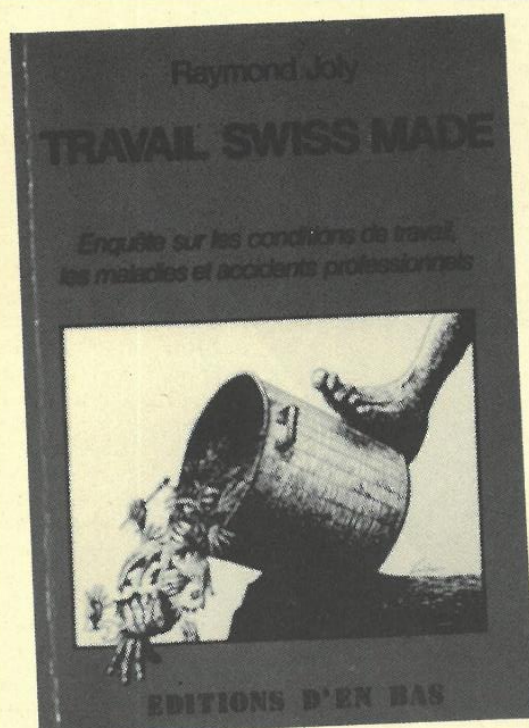
— Elles sont de plus en plus nombreuses à se syndiquer, à participer à la lutte face à l'ennemi commun. Au Salvador, il y a une intégration massive des femmes à la lutte, sous toutes ses formes, pas seulement syndicale. A côté de l'homme, la femme participe pleinement à la lutte politique et militaire.

QU'EST-CE QUE LA FSR ?

La Fédération syndicale révolutionnaire (FSR) est une confédération syndicale, fondée légalement le 25 janvier 1980. Elle regroupe environ 35 000 travailleurs de différents syndicats et représente en outre cinq autres organisations syndicales "suspendues" par le gouvernement, qui n'ont donc plus de personnalité juridique, malgré leurs 50 000 membres. Les branches représentées dans la FSR sont celles du textile, de l'alimentation, des banques et instituts financiers, de la métallurgie, de l'industrie des boissons gazeuses et de celle de la chaussure.

Depuis sa création, la FSR a tenu quatre congrès, le dernier le 27 juillet 1983, avec 150 délégués et une délégation internationale. La tenue de ce congrès fut un coup politique porté contre le gouvernement, car il affirmait, malgré la répression, la volonté d'organisation syndicale des travailleurs.

Fédération syndicale indépendante, possédant son propre programme et ses propres méthodes de travail, la FSR reconnaît cependant que le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) est à l'avant-garde de la lutte du peuple salvadorien. Il n'y a pas de liens directs entre la FSR et le FMLN, car ces liens entraîneraient une répression encore plus forte des travailleurs syndiqués. La FSR a un statut d'observateur dans le Front démocratique révolutionnaire (FDR) et appuie la plate-forme du FMLN.



ARRÊTEZ LE MASSACRE!

Effarant, ce que révèle Raymond Joly, dans son livre *Travail Swiss made. Enquête sur les conditions de travail, les maladies et accidents professionnels*, paru aux Editions d'en bas. Notez qu'on s'en doutait un peu, car tous les témoignages de travailleurs ayant eu un accident du travail, suivi ou non d'invalidité, concordaient. Mais à ce point... Patrons systématiquement libérés de leurs responsabilités, justice aux ordres, allant même jusqu'à contredire les rapports de police, travailleurs n'arrivant pas à faire reconnaître leurs droits, rentes invalidité proches de l'aumône, réadaptation professionnelle quasi nulle : n'en jetez plus, la coupe est pleine !

Méfiance, méfiance

Tout au long du livre de Joly, on est frappé par le mur de méfiance contre lequel les travailleurs accidentés ou souffrant de maladie professionnelle se cognent. Il y a vraiment deux mondes qui s'affrontent, celui des travailleurs et celui des organismes officiels, dont la devise semble être "tous ceux qui s'adressent à nous sont des simulateurs en puissance". Voilà par exemple le traitement réservé par la Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents (CNA) à l'un de ses assurés :

"Malade d'un genou suite à un accident de chantier, M.V. subit plusieurs opérations suivies d'une cure à Bellikon (centre de cure de la CNA).

"J'étais en convalescence, l'opération était récente et j'avais encore des points de suture quand j'ai été convoqué par la commission médicale de la CNA. Je marchais avec des cannes. Arrivé au bureau de la CNA, il y avait trois messieurs assis derrière une table. Le médecin m'a demandé de poser mes cannes pour marcher.

— Je ne peux pas, j'ai peur d'avoir le genou qui lâche.

Il s'est alors mis à crier :

— Lâchez vos cannes.

J'ai posé mes cannes, mais à peine avais-je fait quelques pas que mon genou a lâché et je suis tombé. J'ai crié de douleur, j'étais hors de moi, j'aurais pu leur casser la gueule...

Par la suite, ils m'ont alloué une rente de 10 o/o."

Productivité d'abord

Cette méfiance brutale semble être une règle de conduite valable aussi pour l'Assurance-Invalidité. Dans une circulaire adressée aux

GUICHET HANDICAP

L'accidenté du travail, c'est peut-être aussi un handicapé. A qui les dédales administratifs réservent une course d'obstacles quelquefois épuisante, d'autant plus qu'il est rare qu'un handicapé connaisse d'entrée de jeu quels sont ses droits. Pour combler cette lacune, le Groupe vaudois de défense des handicapés vient de publier, toujours aux Editions d'en bas, une sorte de vade-mecum du handicapé, intitulé *Guichet handicap. Comment défendre ses droits face à l'AI*.

Pleine d'informations pratiques, sa lecture est tout à fait complémentaire de celle du bouquin de Joly et concerne aussi bien les travailleurs valides que les handicapés. Ne serait-ce que pour y découvrir les subtiles discriminations qui frappent les travailleurs immigrés, les saisonniers en particulier. Ces derniers sont pourtant parmi ceux qui risquent le plus d'être victimes d'un accident du travail, vu les branches qui les engagent (construction, par exemple) et la nature de leur travail (travaux pénibles et dangereux). Cette contradiction n'a pas l'air de gêner beaucoup l'AI...

médecins, l'Office fédéral des assurances sociales écrit :

"Docteur,

Mieux que quiconque vous savez que l'AI, c'est d'abord la réadaptation professionnelle et ensuite seulement la rente.

Les hommes et les femmes qui restent inactifs de longs mois à la suite d'une maladie, d'un accident ou d'un traitement médical qui se prolonge, que ce soit dans un établissement de soins ou à domicile, perdent le goût au travail. Au fil des jours, l'idée de la rente AI se met à germer, devient bientôt une certitude et la volonté de travailler s'estompe inexorablement. Toute tentative de réadaptation professionnelle est alors compromise. (...)"

Ce texte est un véritable morceau d'anthologie : le travailleur accidenté ou malade, c'est surtout et d'abord pour l'AI, une force de travail à réparer et à réinjecter le plus rapidement dans la production. D'autant plus vite que l'on évite ainsi de devoir payer des rentes. Même le langage utilisé trahit l'obsession de l'AI : "les hommes et les femmes qui restent inactifs de longs mois". Ces mois sont longs parce que ces hommes et ces femmes restent inactifs ! Il ne viendrait pas à l'idée de l'AI de parler des "hommes et des femmes actifs de longs mois, voire de longues années"...

Ce ne sont là que quelques exemples tirés de *Travail Swiss made*. Sa lecture réserve d'autres surprises du même genre et impose une conclusion évidente : la santé des travailleurs, leur droit aux soins et à une existence décente après un accident ou une maladie professionnelle sont des choses bien trop précieuses pour les laisser aux mains des assureurs et des patrons.

De l'information à la prévention, en passant par la lutte contre les cadences, le stress, etc., un large champ d'action est ouvert au mouvement ouvrier, aux organisations syndicales, aux comités d'entreprise. Il est temps qu'il s'y engage.

Eric Peter

ALLEZ-Y
VOIR
VOUS-
MÊMES !

LAUSANNE et VAUD

Grande Salle d'EPALINGES

lu 7 nov., 20h. : *Illapu y Gabriela de Chile*, musique latino-américaine. Org. : Editions Resurgence ("Appuyez la culture populaire en Amérique latine"). Fr. 12.-, AVS, ét. : Fr. 10.-. Spécialités culinaires, stands d'information. Bus no 5.

Collectif Théâtre Onze, 11, rue des Deux-Marchés du me 9 nov. au sa 17 déc. : *Individuels*. du me 9 au sa 12 nov. : "Whatever happened to Jackie K.?", de et avec Agusti Gracia i Astals & Elias Jones. du me 16 au sa 19 nov. : "Berceuse", de et avec Joanna Raphael. Fr. 12.- (les six spectacles : Fr. 50.-). 021 / 23 91 72.

Cinémathèque suisse, Casino de Montbenon Festival de films du Tiers Monde. me 16 nov., 20h.30, Salle Paderewski : *Gaijin*, de Tizuka Yamasaki (Brésil, 1979). ve 18 nov. : *Alsino el condor*, de Miguel Littin (Nicaragua). sa 19 nov. : *Ceddo*, de Ousmane Sembène (Sénégal). me 16 nov., 15h. : *Les Esquimaux alaskiens et les Etats-Unis d'Amérique. Pérodollar et pouvoir et Les Groenlandais et le Danemark* — Nunarput, deux films de Jean Malaurie, directeur de la collec-

tion *Terre humaine*. je 17 nov., 20h.30, Salle Paderewski : *Le cri universel du peuple esquimaux*, de Jean Malaurie.

me 23 nov., 20h.30, Salle Paderewski : *Lettres d'amour en Somalie*, de Frédéric Mitterrand (France, 1982). 021 / 23 74 06.

Théâtre L'Echandole, Château d'YVERDON

sa 12 nov., 20h.30 : Nocturne jazz avec le Quartet BBFC, Bovard, Bourquin, Francioli, Clerc. En première partie : *Duo Vivien et Marthe* (piano et vibraphone). Fr. 12.-, ét., appr. : Fr. 8.-. Loc. : 024 / 21 47 74. ma 15 nov., 20h.30 : Le Cabaret Dent-creuse présente *On ne fait pas d'hommes laides, sans casser des eux*, spectacle d'humour. Fr. 1.- symbolique. me 23 nov., 20h.30 : *Variations sur l'amnésie*, divagation pour un violonSEL et un comédien de et par Bénédicte Gampert.

Aula du Collège secondaire, NYON

ma 15 nov., 20h.30 : *Cecil Taylor*. Org. : Jazz-Nyon, 022 / 61 00 04. Loc. : Nyon, Disques-Service; Morges, Discobole; Lausanne, Sapri-Shop et VDE Gallo; Genève, Discoclub.

Le Cinématographe, Cinéma Rex, NYON

ma 22 nov., 20h.30 : *Trains étroitement surveillés*,

de Jiri Menzel (Tchécoslovaquie, 1966).

Cinéma d'Oron, ORON-la-Ville

ve 11, sa 12 nov., 20h.30 : *Ragtime*, de Milos Forman (USA, 1981).

Cinéma de la Grande Salle, CHEXBRES

ve 11, sa 12 nov., 20h.30 (sa aussi à 16h.) : *Kagemusha*, de Akira Kurosawa (Japon, 1980).

GENÈVE

Nouveau Théâtre de Poche, Salle Pitoëff

52, rue de Carouge

du ma 8 au sa 19 nov., 20h.30 : le Théâtre Bouli-mie présente "62 — 82", 20 ans de rire avec Lova Golovtchiner, Samy Benjamin et Martine Jeanneret. 022 / 28 37 59.

La Traverse, Centre de loisirs des Pâquis,

52, rue de Berne

du me 9 au sa 12 nov., 21h. : *Rock autochtone*. 022 / 32 23 61.

Et si le film *Rue cases nègres* passe dans votre ville, allez-y, c'est un film très sympathique de Euzhan Palcy qui raconte la vie de travailleurs des plantations de canne à sucre à la Martinique en 1931.

Muse Ikabouche

Reagan- la-guerre envahit Grenade!

6 000 "marines" sur l'île, 10 000 autres mobilisés pour le blocus de Grenade. Ces formidables moyens militaires pour écraser dans le sang la lutte pour l'indépendance du peuple de Grenade sont le coup le plus grave porté par l'impérialisme US dans la région centro-américaine au cours des derniers mois. Comparé aux 110 000 habitants de l'île, c'est comme si l'URSS avait expédié 800 000 hommes et non 100 000 en Afghanistan ! Voilà qui donne une idée précise de la guerre que Reagan est en train de mener contre les peuples d'Amérique centrale et des Caraïbes et qui vise demain le Nicaragua et Cuba.

"Nous avons été appelés" affirment les USA. Cela ne trompe personne. L'invasion a été préparée depuis deux ans au moins :

- Juillet 1981. Un plan de "déstabilisation de Grenade", préparé par la CIA, est refusé par le Sénat américain (révélé par le Washington Post du 27 février 1983).

- Août 1981. Des manœuvres américaines sur les îles Caraïbes, intitulées *Amber* et *Amberines* simulent une invasion de Grenade et préparent les troupes.

- Novembre 1981. "Le Conseil National de Sécurité a autorisé des actions paramilitaires spécifiques contre la présence cubaine dans la région" (rapporte encore le Washington Post du 27 février 1983).

- Juin et novembre 1982. Suite logique, deux attentats sont commis à Grenade.

- Hiver 1982/1983. Les USA s'opposent à un crédit de la Communauté Economique Européenne (CEE) pour la construction de l'aéroport de Grenade et bloquent une aide de plusieurs millions de dollars du Fonds Monétaire International (FMI).

- Mars 1983. L'amiral John Watkins, responsable des opérations navales, déclare : "Il est temps pour les Etats-Unis de dé-

passer le stade de la simple rhétorique". En réponse, le New Jewel Movement¹ publie un appel à former des milices populaires sous le titre "Reagan envahit le Nicaragua, Grenade est son prochain objectif"².

L'invasion de Grenade est donc un pas de plus dans la politique de la canonnière que mènent les USA depuis 1979 contre les mouvements de libération en Amérique centrale. Les officiers US le reconnaissent froidement (*Herald Tribune*, 31 octobre 1983). Les Rangers envoyés les premiers dans l'île ont été remplacés par la 82e Division aéroportée (de la nouvelle "Force d'intervention rapide" US) afin "non seulement de libérer les Marines pour leur déploiement au Liban mais aussi pour donner aux premières unités de cette armée une expérience de combat". Quant à l'amiral Wesley McDonald, commandant en chef de la région Atlantique, il s'est refusé d'exclure que les USA ne créent pas une base militaire à Grenade (après avoir accusé les Cubains de construire l'aéroport de l'île !).

La lutte pour l'indépendance

Tous les mensonges de Reagan

pour justifier cette invasion (cf. notre colonne) cachent mal la vérité : l'intervention des USA, comme jadis au Guatemala (1954) ou à Saint-Domingue (1965) a pour unique objectif d'abattre militairement la révolution populaire et sociale entreprise par le New Jewel Movement (NJM)¹ depuis 1979.

Cette révolution a commencé le 13 mars 1979 par le renversement du dictateur Gairy, mis en place depuis l'indépendance de la colonie britannique en 1974. Au terme d'une grève générale qui fit seulement trois morts (des gardes), le NJM dirigé par Maurice Bishop³ prit le pouvoir et entama une série de réformes sociales qui ont fait sa popularité.

- * Dans un pays où la moitié de la population a moins de 20 ans et se trouve sans avenir (49 o/o de chômage en 1979 !), le NJM a développé un plan d'emploi qui a permis d'abaisser ce taux à 14 o/o en 1982 et prévoyait 6 000 nouveaux emplois dans l'agriculture, la construction, le tourisme et l'éducation pour les prochaines années (l'équivalent d'un programme de 3 millions d'emplois en France !).

- * Pour vaincre l'analphabétisme (40 o/o de la population en 1979) et le sous-développement sanitaire, l'école et les soins ont été rendus gratuits et se sont développés dans tout le pays.

- * L'Etat est intervenu directement pour contrôler les prix (revenu annuel : environ 500 francs à Grenade !), distribuer des produits de base, développer un secteur agricole et de pêche. En 1982, un Code des investissements a été promulgué incitant la bourgeoisie locale — concentrée dans le commerce et le tourisme — à créer des entreprises de transformation sur place.

Même la Banque Mondiale devait reconnaître dans un rapport que cette politique "est en train de poser les fondations d'une future croissance". Au moment où la crise frappe tous les pays du Tiers Monde, l'image de la minuscule Grenade comblant, comme Cuba, des siècles d'oppression coloniale, a décidé l'impérialisme US à "nettoyer la vermine" dans ce qu'il considère toujours comme son arrière-cour.

Une explosion de démocratie populaire

Outre ces succès sociaux et économiques, le régime du NJM à Grenade a favorisé une participation directe des masses à la vie politique et sociale. Ce que Bishop appelait "une grande explosion de démocratie populaire". Les travailleurs et paysans ont constitué

des syndicats défendant leurs droits (le secteur privé est resté majoritaire durant les quatre ans de gouvernement du NJM) et les organisations de masse ont largement participé à la préparation du budget et du plan triennal l'an dernier. Devant les menaces répétées d'intervention US, un réseau de milices populaires a été développé cette année — ce qui explique sans doute, plus que la seule présence de Cubains, la résistance des premiers jours qui ont suivi l'invasion.

Le coup d'Etat du 19 octobre

Minuscule île, Grenade ne pouvait compter poursuivre ce développement sans aide. Celle des Cubains fut sérieuse tandis que les USA et la CEE ont tout fait pour l'isoler. C'est dans ces circonstances difficiles que Maurice Bishop tenta, au début d'octobre, de lever le blocus américain en négociant directement avec Washington. Cette négociation aurait été le prétexte de son renversement par son ministre B. Coard et le chef de l'armée H. Austin.

Si les motifs exacts de ce coup d'Etat ne sont pas connus, il est évident qu'il était criminel⁴. Placé en résidence surveillée, Maurice Bishop et plusieurs de ses ministres furent libérés par la foule, sur laquelle fit tirer H. Austin avant de tuer Bishop et de décréter le couvre-feu. C'était le plus sûr moyen de paralyser les masses devant une intervention et de faire perdre au NJM toute crédibilité.

Profitant de cette crise du régime, les USA ont envoyé leurs marines. Pour installer "la démocratie", c'est-à-dire un nouveau gouverneur à la solde des puissances coloniales, Sir Paul Scoon, qui annonce déjà qu'il va liquider les milices populaires, les droits d'organisation des masses et... assurer des élections. Sous la houlette de troupes spécialisées, américaines, anglaises ou autres !

Michel Thévenaz,
31 octobre 1983

1. Mouvement pour le bien-être social, l'éducation et la liberté, fondé au moment de l'indépendance de Grenade en 1973-1974.

2. Cet appel a été publié dans *Inprecor* no 149 du 9 mai 1983. Sur Grenade, cf. aussi *Inprecor* no 142 (31 janvier 1983) et no 146 (26 mars 1983).

3. Fils de Robert Bishop, assassiné par la police à la veille de l'indépendance lorsqu'une grève de trois mois secoua la "décolonisation".

4. La Quatrième Internationale a condamné ce coup d'Etat (Déclaration du 23 octobre 1983, avant l'invasion) "qui n'aura que des conséquences négatives sur les luttes des peuples opprimés des Caraïbes et d'Amérique centrale".

LES MENSONGES DE REAGAN

Devant la TV américaine, Reagan a justifié l'invasion en ces termes : "Grenade n'était pas l'île de paradis pour touristes que l'on disait, mais une colonie soviéto-cubaine dont on était en train de faire un bastion pour exporter la terreur". Vingt-deux conseillers militaires cubains sur une île grande comme un mouchoir de poche, voilà ce qui menace la sécurité de la première puissance du monde !

Tout est de cette veine :

- * Début 1983, la CIA "révèle" le surarmement de l'île : 30 policiers armés de revolvers à barillet et un avion d'épandage, datant de 1926, modifié pour que le pilote puisse sortir la tête du cockpit et tirer au pistolet ! Il faut évidemment 6 000 marines pour venir à bout d'une armée aussi redoutable...

- * Le renversement de Bishop, le 19 octobre, aurait été fomenté par l'aile "cubaine" du New Jewel Movement et menaçait le millier d'Américains dans l'île. Or Cuba a dénoncé le putsch et le recteur de la faculté américaine de Saint-George's a aussitôt répondu que les 400 étudiants "n'étaient pas menacés et ne couraient aucun risque", si ce n'est que l'invasion US menaçait leur vie !

- * Déjà le Pentagone admet qu'il n'y a pas 1 100 mais 700-800 Cubains à Grenade. Cuba a en effet publié la liste de ses ressortissants dans l'île avec leurs fonctions : 784 Cubains, dont 22 conseillers militaires. Menacée d'invasion depuis des mois, Grenade avait parfaitement le droit de demander leur aide. Un reporter de Libération (31 octobre 1983), qui a visité l'île sous contrôle US, rapporte que les prisonniers cubains sont divisés en deux groupes. L'un de 400, ouvriers à l'aéroport, l'autre de 200 "considérés comme des combattants". Si même les officiers US sur place ne les considéraient pas comme "tous soldats"...

- * Cuba a construit un aéroport comme "base pour exporter la terreur". Souhaité depuis longtemps par les milieux du tourisme grenadin, cet aéroport a été construit par le régime de Bishop. Les Cubains l'ont aidé certes, mais aussi parce que les puissances occidentales ont refusé de le faire. En hiver 1982-1983, sous pression des USA, Allemands et Anglais ont bloqué une proposition française demandant à la CEE (Communauté Economique Européenne) une aide pour la construction de cet aéroport. N'empêche que toute l'installation électronique a été livrée par une firme anglaise, ce qui prouve à l'envi que l'URSS et Cuba en faisaient une base secrète...

